



**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil des gouverneurs – Vingt-cinquième session**

Rome, 19-20 février 2002

**PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET ADMINISTRATIF DU FIDA POUR 2002**

1. Conformément à l'article 6, section 10, de l'Accord portant création du FIDA et de l'article VI du Règlement financier du FIDA, et sur la recommandation du Conseil d'administration, le Président présente ci-après le programme de travail et le budget administratif du FIDA pour 2002 au Conseil des gouverneurs et soumet le budget administratif pour approbation.
2. Le programme de travail pour 2002 a été examiné par le Conseil d'administration à sa soixante-quatorzième session. Un montant de 354,5 millions de DTS, soit 450 millions de USD en valeur nominale, selon la présentation traditionnelle, a été approuvé aux fins de planification, sous réserve d'un réexamen au cours de 2002. Les éléments critiques qui seront pris en considération pour décider s'il y a lieu d'ajuster le programme de travail seront le produit des placements et les critères régissant l'utilisation du pouvoir d'engagement anticipé (PEA) en 2002, compte tenu du plafond global correspondant aux rentrées de fonds sur trois ans. Le Conseil d'administration a noté que les niveaux des prêts par régions étaient conformes aux recommandations figurant dans le rapport du Président du Comité ad hoc sur les allocations régionales. Il a également approuvé un montant de 26,7 millions de USD pour le Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP) en 2002.
3. Le Conseil d'administration a également examiné le budget administratif du FIDA proposé pour 2002. Il a noté que le montant, chiffré à 42,3 millions de USD, y compris une provision pour imprévus de 165 000 USD, correspond à une croissance réelle nulle. Le Conseil d'administration a recommandé que le Président soit autorisé à soumettre le budget administratif au Conseil des gouverneurs.
4. En conséquence de ce qui précède, le Conseil des gouverneurs est invité à adopter le projet de résolution ci-joint approuvant le budget administratif pour 2002 à hauteur du montant qui y est indiqué.

## **PROJET DE RÉSOLUTION RELATIVE AU BUDGET ADMINISTRATIF DU FIDA POUR 2002**

**Résolution .../XXV**

**Budget administratif du FIDA pour 2002**

**Le Conseil des gouverneurs du FIDA,**

**Considérant** l'article 6, section 10 de l'Accord portant création du FIDA et l'article VI du Règlement financier du FIDA;

**Notant** qu'à sa soixante-quatorzième session le Conseil d'administration a examiné et approuvé un programme de travail du FIDA pour 2002 à hauteur de 354,5 millions de DTS et un montant total de 26,7 millions de USD pour le Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP);

**Au vu** de l'examen du budget administratif du FIDA proposé pour 2002, effectué par le Conseil d'administration à sa soixante-quatorzième session;

**Approuve** le budget administratif du FIDA pour 2002, tel que figurant dans le document GC 25/L.5, d'un montant de 42 284 000 USD<sup>1</sup> établi sur la base du taux de change de 2 160 ITL pour 1,00 USD, y compris une provision pour imprévus de 165 000 USD;

**Décide** qu'au cas où en 2002 la valeur moyenne du dollar des États-Unis par rapport à l'euro s'écarterait du taux de change utilisé pour le calcul du budget, le montant total de l'équivalent en dollars des États-Unis des dépenses budgétaires en euros serait ajusté en proportion de l'écart entre le taux effectif de 2002 et le taux budgétaire.

---

<sup>1</sup> Ce chiffre devra être ajusté en conformité avec le taux de change euro/dollar des États-Unis en vigueur, comme décidé par le Conseil des gouverneurs. Un document indiquant le taux recommandé et le montant total du budget ainsi recalculé sera distribué lors de la vingt-cinquième session du Conseil des gouverneurs. Étant donné que l'euro est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002, le taux courant euro/dollar des États-Unis sera également indiqué pour faciliter la comparaison dans les années à venir.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>I.</b>	<b>GRANDES LIGNES</b>	<b>1</b>
<b>II.</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>III.</b>	<b>LE CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA POUR 2002-2006</b>	<b>2</b>
<b>IV.</b>	<b>EXAMEN DES RESSOURCES ET DES ENGAGEMENTS</b>	<b>4</b>
<b>V.</b>	<b>PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 2002</b>	<b>7</b>
	A. Programme de prêts	7
	B. Programme de dons proposé pour 2002	18
<b>VI.</b>	<b>PRINCIPAUX ASPECTS AYANT UNE INCIDENCE SUR LE BUDGET ADMINISTRATIF 2002</b>	<b>20</b>
<b>VII.</b>	<b>LE BUDGET ADMINISTRATIF POUR 2002</b>	<b>22</b>
	A. Réunions des organes directeurs et autres réunions officielles	25
	B. Dépenses de personnel	25
	C. Activités liées aux programmes et études	30
	D. Frais de bureau et dépenses générales	31
	E. Autres dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses afférentes à la stratégie institutionnelle, aux grandes orientations et à la mobilisation de ressources	35
<b>VIII.</b>	<b>MÉCANISME DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DES PROGRAMMES</b>	<b>37</b>
<b>IX.</b>	<b>RECOMMANDATION</b>	<b>40</b>
 <b>ANNEXES</b>		
<b>I.</b>	<b>PROGRAMME MANAGEMENT DEPARTMENT – WORK PROGRAMME BY NUMBER OF OPERATIONS FOR PROJECT CYCLE (DÉPARTEMENT GESTION DES PROGRAMMES – PROGRAMME DE TRAVAIL PAR NOMBRE D'OPÉRATIONS POUR LE CYCLE DES PROJETS)</b>	<b>41</b>
<b>II.</b>	<b>PROGRAMME MANAGEMENT DEPARTMENT – LOAN PROGRAMME (DÉPARTEMENT GESTION DES PROGRAMMES – PROGRAMME DE PRÊTS)</b>	<b>42</b>
<b>III.</b>	<b>PAYMENTS FOR SUPERVISION AND ADMINISTRATION OF IFAD PROJECTS (PAIEMENTS POUR LA SUPERVISION ET L'ADMINISTRATION DES PROJETS DU FIDA)</b>	<b>43</b>
<b>IV.</b>	<b>2002 BUDGET ANALYSIS BY DEPARTMENT (ANALYSE DU BUDGET 2002 PAR DÉPARTEMENT)</b>	<b>44</b>

## **PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET ADMINISTRATIF DU FIDA POUR 2002**

### **I. GRANDES LIGNES**

1. À sa soixante-treizième session, le Conseil d'administration a examiné l'aperçu du programme de travail et du budget administratif du FIDA pour 2002 (document EB 2001/73/R.9). Le présent document expose le programme de travail et budget administratif du FIDA proposé pour 2002, qui prend en compte les recommandations reçues. Il a également été actualisé à la lumière des récents événements et des changements proposés par la direction et comprend des recommandations formulées par le Conseil d'administration lorsqu'il a examiné ce document à sa soixante-quatorzième session.
2. Une version révisée du cadre stratégique a été communiquée au Conseil d'administration.
3. Le programme de travail proposé pour 2002 se monte à 354,5 millions de DTS, soit 450 millions de USD selon le calcul traditionnel (voir tableau 3A). Ce chiffre comprend un programme de prêts de 416,2 millions de USD, un programme de dons de 20,7 millions de USD et un montant de 13,1 millions destiné à couvrir des postes de dépenses transférés du programme de dons au Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP). Au cours de l'année 2002, le niveau du programme de travail sera réexaminé à chacune des sessions du Conseil d'administration en vue de l'ajuster en fonction de la position des ressources.
4. Suite à l'approbation du MFDP par le Conseil des gouverneurs à sa vingt-quatrième session, le Conseil d'administration a approuvé l'allocation d'un montant de 26,7 millions de USD à ce mécanisme pour 2002. L'élaboration de directives et de procédures régissant l'utilisation du MFDP progresse.
5. Comme proposé lors de la soixante-treizième session, le Conseil d'administration a approuvé à sa soixante-quatorzième session la recommandation en vertu de laquelle le Président du FIDA est autorisé à réaffecter des fonds entre les catégories du budget administratif, afin d'utiliser les ressources avec plus de souplesse et d'efficacité.

### **II. INTRODUCTION**

6. La réduction de la pauvreté à l'échelle mondiale a été très irrégulière au cours des dix dernières années. Comme il ressort du *Rapport 2001 sur la pauvreté rurale* publié par le FIDA, les excellents progrès réalisés au cours des années 70 et 80 dans de vastes régions d'Asie ont été en partie annulés par un ralentissement, voire un recul, en Asie du Sud et du Sud-Est. En Afrique, et particulièrement en Afrique subsaharienne, la situation a empiré tandis que l'Amérique latine fait du surplace. Alors que 10 années déjà se sont écoulées sur les 25 qui avaient été prévues pour atteindre les objectifs de développement du Millénaire (1990-2015), celui qui concerne la pauvreté a jusqu'à présent été réalisé à moins de 20%. De toute évidence, il faut faire mieux.
7. La réduction de la pauvreté représente aujourd'hui une tâche énorme. Les trois quarts des personnes vouées à une pauvreté extrême, soit quelque 900 millions d'individus, vivent en milieu rural. Leur situation est plus complexe que jamais dans la mesure où leur pauvreté est déterminée par un ensemble évolutif de facteurs locaux et internationaux d'ordre économique et institutionnel. Or, l'aide au développement apportée par les pays donateurs s'est considérablement réduite, en particulier celle destinée à l'agriculture et aux ruraux pauvres, en majorité très dépendants de cette aide pour leur subsistance.



8. Aujourd'hui, l'inégalité qui ne cesse de s'accroître non seulement entre pays mais aussi entre riches et pauvres, zones rurales et zones urbaines et régions d'un même pays ne laisse pas d'être inquiétante. L'inégalité d'accès à l'éducation et à l'information creuse encore les écarts. Un nombre toujours plus grand de ruraux pauvres n'ont pas accès à la terre, facteur primordial pour leur assurer un niveau stable de revenu et de sécurité alimentaire. Si les mouvements en faveur de la réforme agraire, de la décentralisation et de la démocratisation prennent de l'ampleur, les efforts nécessaires pour appliquer les mesures de lutte contre la pauvreté se heurtent à des dispositifs institutionnels inadaptés et au manque de ressources. De toute évidence, il faut faire en sorte que les pauvres aient accès aux ressources (terre et facteurs actifs incorporels) et leur donner les moyens de venir eux-mêmes à bout de leur pauvreté.

9. Les efforts entrepris pour atteindre les objectifs de développement du Millénaire sont également contrecarrés par la montée des problèmes de santé. Le plus dramatique est l'énormité des pertes humaines causées par le VIH/SIDA, dont le coût, en termes de main-d'œuvre, est très élevé en Afrique et augmente dans certains pays d'Asie. Ces pertes humaines, qui touchent principalement la population d'âge actif, entraînent de fortes baisses de la production et de la productivité agricoles. Les soins dont ont besoin malades et mourants ont par ailleurs un coût prohibitif.

10. Parallèlement aux nouvelles opportunités offertes par la mondialisation apparaissent aussi de nouvelles contraintes. Les ruraux pauvres, qui sont privés de capitaux et exclus de l'économie de marché, ne bénéficient pas nécessairement des avantages offerts par l'élargissement du marché. Pour qu'ils soient en mesure de tirer parti de cet élargissement de l'économie de marché à l'échelle mondiale, il faut les aider.

11. Les institutions s'adaptent, souvent avec retard, aux changements que subit l'environnement mondial. L'autonomisation, dans le contexte de la mondialisation, permet davantage aux pauvres d'intervenir sur un pied d'égalité avec tous les autres acteurs du marché. Ce processus englobe l'accès aux marchés ainsi que la réforme des structures sociales et économiques. Les questions de gouvernance, c'est-à-dire la capacité et la volonté des gouvernements de faire partager aux pauvres les avantages procurés par le développement et de développer les compétences requises pour faire profiter les pauvres de ces avantages, tiennent une place importante dans les efforts futurs pour permettre aux ruraux pauvres de tirer parti des fruits du développement et d'atteindre ainsi les objectifs de développement du Millénaire.

12. La compréhension des forces à l'œuvre dans des régions et des pays spécifiques est d'une importance primordiale pour la mise au point d'une approche-cadre destinée à optimiser l'utilisation des ressources limitées et à en renforcer l'efficacité par l'effet multiplicateur et catalytique ainsi exercé. L'effort déployé par le FIDA pour définir un axe stratégique à moyen terme vise à placer le Fonds dans une position de force pour s'attaquer à ces nouveaux défis.

### III. LE CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA POUR 2002-2006

#### Élaboration du cadre stratégique pour 2002-2006

13. Le cadre stratégique actuel du FIDA (*Relever les défis d'un monde en mutation – Cadre stratégique du FIDA pour 1998-2001*) est arrivé au terme de sa durée utile en 2001. La vision, la mission et les axes de la stratégie actuelle ont été adoptés sous la pression des défis auxquels le FIDA devait faire face au milieu des années 90, comme il ressort du Rapport sur l'évaluation externe rapide de 1994. La stratégie appliquée étant proche de son échéance, le FIDA procède actuellement à la révision de son orientation stratégique pour la période 2002-2006.

14. À cet effet, une retraite a été organisée en juillet 2001 pour lancer le processus d'élaboration du cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006. Plus de 40 administrateurs du Fonds, de niveau intermédiaire et supérieur, y ont pris part. On met en place des dispositions pour permettre à tous les membres du personnel de contribuer à l'élaboration de la stratégie.



15. Les conditions dans lesquelles le FIDA s'acquitte de son mandat ont changé. Les objectifs de développement du Millénaire ont été adoptés, le recentrage en faveur de la programmation pilotée par les pays (par exemple: documents de stratégie de réduction de la pauvreté) a été renforcé et les opérations de nombre des partenaires clés du FIDA ont été notablement décentralisées. C'est poussé par la nécessité de prendre en compte ces évolutions dans sa stratégie et ses activités que le FIDA a décidé d'établir un nouveau cadre stratégique. Il a été communiqué au Conseil d'administration à sa soixante-quatorzième session et, à la lumière des délibérations concernant son cadre temporel, il a été jugé opportun de modifier la période (2002-2006 au lieu de 2002-2005) pour l'aligner sur celle de la sixième reconstitution.

16. Le cadre stratégique révisé indique comment le FIDA entend maximiser sa contribution à l'accélération de la réduction de la pauvreté pour réaliser les objectifs de développement du Millénaire. Dans le cadre de ses efforts pour faire reculer la pauvreté dans le monde, le FIDA s'attachera à mobiliser la volonté aux plans national et international de s'engager plus résolument en faveur de mesures efficaces et durables de réduction de la pauvreté, ainsi qu'à mettre l'accent sur les moyens propres à aider les ruraux pauvres à améliorer leurs moyens d'existence (accès aux ressources, influence sur les institutions et environnement politique favorable).

17. Les programmes au niveau des pays restent le principal axe des activités du FIDA, mais on s'attachera davantage à éliminer les obstacles fondamentaux auxquels sont confrontés les pauvres, à l'expansion des partenariats et au développement et au partage des connaissances. Le FIDA continuera d'intensifier sa concertation et de forger des partenariats au niveau des pays comme au niveau international, en s'appuyant sur un système de gestion et d'échange des savoirs au siège plus ouvert sur l'extérieur. Le cadre stratégique révisé fixera les objectifs qui seront concrétisés au moyen des stratégies régionales et du programme de travail et budget annuel.

### **Programme de transformation stratégique (PTS)**

18. En juillet 2001, le Programme de reconfiguration des processus (PRP) a fait l'objet d'une évaluation externe. Une des principales conclusions de cet examen est qu'il faut donner à ce programme des orientations et des priorités plus claires et susciter une plus forte adhésion de la part du personnel. Compte tenu du fait qu'il sera aligné sur le cadre stratégique 2002-2006, il a été décidé de changer le nom du PRP en "Programme de transformation stratégique" (PTS). Il devrait améliorer l'efficacité et l'efficience des activités du Fonds dans le contexte du nouveau cadre stratégique.

19. En 2002, le PTS commencera à mettre en œuvre des projets de modernisation dans les domaines de la gestion financière, des ressources humaines et des services administratifs au moyen d'investissements dans des systèmes d'information intégrés, conformément à ce qu'avait approuvé le Conseil d'administration en décembre 2000. Un partenaire d'exécution sera sélectionné d'ici mars 2002. Les besoins budgétaires pour 2002 sont estimés à 6,0 millions de USD pour financer les dépenses relatives aux équipements informatiques et logiciels, aux consultants et personnels ainsi que les coûts de formation.

#### IV. EXAMEN DES RESSOURCES ET DES ENGAGEMENTS

20. **Niveau des engagements 1996-2002** – Les prêts et dons approuvés par le Conseil d'administration pendant la période 1996-2000, ceux qui sont projetés pour 2001 ainsi que le programme de travail proposé pour 2002 sont récapitulés ci-après.

**TABLEAU 1: PRÊTS ET DONNS APPROUVÉS EN 1996-2000 (À L'EXCLUSION DES ANNULATIONS),  
PROJETÉS POUR 2001 ET PROPOSÉS POUR 2002**

	1996	1997	1998	1999	2000	2001 Montant approuvé	2002 Montant proposé
Nombre de prêts	32	29	30	29 <sup>1</sup>	27	25	27
(en millions de DTS – chiffres arrondis)							
Valeur totale des prêts	275	288	304	307	312	318	328
Valeur totale des dons <sup>2</sup>	19	23	24	25	25	24	16 <sup>3</sup>
<b>Valeur totale des prêts et des dons</b>	<b>294</b>	<b>311</b>	<b>328</b>	<b>332</b>	<b>337</b>	<b>342</b>	<b>344</b>

21. Rappelons que le Conseil d'administration, à sa soixante et onzième session en décembre 2000, avait approuvé un programme de travail pour 2001 d'un montant de 307,2 millions de DTS, soit 394 millions de USD. Ce chiffre, qui était très inférieur à l'objectif de 450 millions de USD en termes réels, s'explique par le retard pris dans le parachèvement de la cinquième reconstitution ainsi que par la volatilité des marchés financiers. Le Conseil a approuvé ce niveau de 394 millions de USD environ, étant entendu qu'il serait réexaminé au cours de 2001, dans le but d'accroître l'enveloppe du programme de travail si de nouvelles ressources devenaient engageables.

22. En février 1997, le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution 100/XX qui institue le pouvoir d'engagement anticipé (PEA) en vertu duquel le Conseil d'administration est autorisé, session par session, à compenser les fluctuations des ressources financières disponibles pour engagement. Il était entendu que le recours au PEA ne devrait pas dépasser les sommes que le FIDA devrait recevoir sur trois ans au titre du remboursement du principal et des intérêts sur les prêts, à savoir environ 540 millions de USD.

23. Comme la cinquième reconstitution a été parachevée en février 2001, le Conseil a réexaminé le niveau du programme de travail pour 2001 à ses soixante-douzième et soixante-treizième sessions en avril et septembre 2001 respectivement, et le niveau définitif devrait être maintenant proche de 440 millions de USD. Le PEA a été utilisé en 2001 pour la première fois.

24. Les événements du 11 septembre 2001 et leurs séquelles ont créé de nouvelles incertitudes. En particulier, on s'inquiète de l'ampleur et de la durée du fléchissement de l'économie mondiale et des conséquences qu'il aura sur les marchés financiers, lesquelles se répercutent sur les ressources du FIDA. En outre, il est probable que cette récession freinera le rythme de réduction de la pauvreté dans de nombreux pays et pourrait même aggraver le problème dans les zones les plus vulnérables du monde en développement.

25. Compte tenu de ces facteurs, on propose pour le programme de travail pour 2002 une enveloppe de 450 millions de USD en valeur nominale, montant qui sera réexaminé au cours de l'année. L'élément déterminant pour décider de réajuster le programme de travail à la hausse ou à la baisse sera la mesure dans

<sup>1</sup> À l'exclusion du montant de 9 millions de DTS prévu en 1998 pour le projet de gestion des ressources forestières en Zambie, qui a été reporté.

<sup>2</sup> De 1995 à 2001, la rubrique dons comprenait le Fonds d'élaboration des projets (FDP).

<sup>3</sup> À partir de 2002, le FDP, l'appui à l'exécution accélérée des projets et autres mesures d'appui à l'exécution, les audits d'environnement et le mécanisme spécial d'intervention (MSI) seront intégrés au Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP).



laquelle le Fonds aura besoin de recourir au PEA en 2002, compte tenu du plafonnement des montants ainsi libérés aux rentrées de prêts sur trois ans.

26. De nouvelles perspectives importantes de remédier à la pauvreté sont apparues ces dernières années, notamment depuis que les dirigeants des différents pays du monde se sont engagés, à l'occasion du Sommet du millénaire de septembre 2000, de réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion de personnes vivant dans la pauvreté extrême. La direction du FIDA espère donc sincèrement que les ressources qui deviendront disponibles seront suffisantes pour permettre de rétablir le programme de travail pour 2002 au niveau cible traditionnel de 450 millions de USD en termes réels.

27. On trouvera au tableau 2 une projection des ressources jusqu'à la fin de 2003, en millions de dollars des États-Unis et de DTS.

**TABLEAU 2: RESSOURCES PROJÉTÉES POUR ENGAGEMENTS, 2000-2003**

	Millions de USD				Millions de DTS			
	Montant effectif 2000	Prévision 2001	Prévision 2002	Prévision 2003	Montant effectif 2000	Prévision 2001	Prévision 2002	Prévision 2003
Ressources engageables en début d'année <sup>4</sup>	272	68	0	0	198	51	0	0
Ajustements de change	7	(28)	0	0	17	(16)	(3)	0
Provisions sur les contributions existantes	(4)	14	0	0	(3)	11	0	0
Annulations de prêts	114	15	50	50	88	12	39	39
<b>Ressources ajustées</b>	<b>389</b>	<b>69</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>300</b>	<b>58</b>	<b>36</b>	<b>39</b>
Rentrées de prêts	178	170	180	180	135	133	142	142
Gains/(pertes) sur les placements	(47)	(95)	100	100	(36)	(75)	79	79
MFDP <sup>5</sup>	0	0	(27)	(28)	0	0	(21)	(22)
Dépenses de fonctionnement <sup>6</sup>	(46)	(54)	(42)	(44)	(37)	(42)	(34)	(35)
Programme de transformation stratégique <sup>7</sup>	(1)	(1)	(6)	(10)	(1)	(1)	(5)	(8)
Contributions des membres:								
Troisième reconstitution	0	1	0	0	0	1	0	0
Quatrième reconstitution	57	19	6	3	41	17	5	2
Cinquième reconstitution <sup>8</sup>	5	105	124	127	3	75	98	100
Provision pour couverture médicale après cessation de service	(3)	(4)	(4)	(4)	(2)	(3)	(3)	(3)
Provision pour l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE)	(7)	(4)	(20)	(20)	(5)	(3)	(16)	(16)
<b>Ressources après déduction des dépenses</b>	<b>525</b>	<b>206</b>	<b>361</b>	<b>354</b>	<b>398</b>	<b>160</b>	<b>281</b>	<b>278</b>
Engagements au titre de prêts et de dons <sup>9</sup>	(457)	(429)	(437)	(437)	(347)	(334)	(344)	(344)
<b>Ressources avant recours au PEA</b>	<b>68</b>	<b>(223)</b>	<b>(76)</b>	<b>(83)</b>	<b>51</b>	<b>(174)</b>	<b>(63)</b>	<b>(66)</b>
PEA <sup>10</sup>	0	223	76	83	0	174	63	66
<b>Ressources engageables en fin d'année</b>	<b>68</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>51</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<sup>4</sup> Les "ressources engageables" s'entendent comme étant nettes d'engagements antérieurs au titre de prêts et après prise en compte du recours au PEA.

<sup>5</sup> En se basant sur l'hypothèse qu'en 2002 un montant de 26,7 millions de USD sera alloué au MFDP.

<sup>6</sup> Les dépenses en 2002 sont estimées à 42 millions de USD.

<sup>7</sup> Programme dénommé antérieurement "Programme de reconfiguration des processus".

<sup>8</sup> Les paiements à recevoir en 2004 au titre des contributions se montent à environ 74 millions de USD.

<sup>9</sup> Les chiffres relatifs aux engagements au titre des prêts et des dons ont été actualisés pour prendre en compte les montants approuvés à la soixante-treizième session du Conseil d'administration. Le programme de travail pour 2002 et 2003 est estimé à 450 millions de USD, selon la formule traditionnelle.

<sup>10</sup> Le tableau ci-dessous donne des précisions sur l'utilisation du PEA.

	Millions de USD			Millions de DTS		
	2001	2002	2003	2001	2002	2003
Solde d'ouverture	0	223	299	0	174	237
Utilisation nette du PEA pendant l'année	223	76	83	174	63	66
<b>PEA à reporter sur l'exercice suivant</b>	<b>223</b>	<b>299</b>	<b>382</b>	<b>174</b>	<b>237</b>	<b>303</b>



## V. PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 2002

28. Comme indiqué précédemment, le programme global de travail proposé pour 2002 se chiffre à 450 millions de USD selon la présentation habituelle<sup>11</sup>, montant inférieur à la proposition initiale de 501,7 millions de USD, présentée dans le document EB 2001/73/R.9 (Aperçu du programme de travail et du budget administratif du FIDA pour 2002).

### A. Programme de prêts

29. **Programme de prêts projeté pour 2001.** À sa soixante et onzième session, en décembre 2000, le Conseil d'administration a approuvé un programme de travail 2001 temporairement réduit établi à 307,2 millions de DTS (environ 394 millions de USD), comprenant un programme de prêts chiffré à 365,1 millions de USD pour 27 projets, étant entendu que l'enveloppe du programme de travail global serait réexaminée pendant l'année 2001. Sur la base des projets élaborés, le programme de travail de 2001 se monte, d'après les projections actuelles, à environ 440 millions de USD, selon la présentation traditionnelle, y compris une révision parallèle à la hausse du programme de dons, de façon à ce que celui-ci reste dans les limites approuvées, soit 7,5% du programme de travail global. Vingt-cinq projets ont été présentés pour approbation au Conseil d'administration en 2001, ce qui correspond à un programme de prêts total de 316,9 millions de DTS (402,7 millions de USD).

**TABLEAU 3: PROGRAMME DE TRAVAIL APPROUVÉ POUR 2001  
ET PROGRAMME DE TRAVAIL PROPOSÉ POUR 2002**

	2001 montant révisé (en millions de USD)	Montant initialement approuvé pour 2001 (DTS/USD à 1,28231) (en millions de DTS)	Montant initialement approuvé pour 2001 <sup>12</sup> (en millions de USD)	Augmentation réelle (en millions de USD)	Hausse des prix	Montant proposé pour 2002 (en millions de USD)	Montant proposé pour 2002 (DTS/USD à 1,26926) <sup>13</sup> (en millions de DTS)
Programme de prêts	402,7	284,7	365,1	42,8	8,3	416,2	327,9
Programme de dons d'assistance technique <sup>14</sup>	20,1	12,6	16,1	4,2	0,4	20,7	16,3
<b>Total</b>	<b>422,8</b>	<b>297,3</b>	<b>381,2</b>	<b>47,0</b>	<b>8,7</b>	<b>436,9</b>	<b>344,2</b>

<sup>11</sup> Voir tableau 3A, "Présentation traditionnelle du programme de travail et budget par rapport à la présentation nouvelle comprenant le Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP)".

<sup>12</sup> Dans le document EB 2001/73/R.9, le Conseil d'administration a été informé qu'on s'efforcera dans toute la mesure possible d'accroître le programme de travail de 2001. Selon les dernières projections, il se chiffre actuellement à environ 440 millions de USD, avec un programme de dons redressé à 20,1 millions de USD (soit 7,5% du total global qui équivaut à 33 millions de USD, moins 12,8 millions de USD correspondant aux postes de dépense transférés au MFDP). Le programme de dons pourra être encore révisé en fonction du niveau des prêts.

<sup>13</sup> Montant proposé pour 2002, calculé au taux de conversion DTS/USD du 26 octobre 2001.

<sup>14</sup> Ces chiffres ne comprennent pas les objets de dépense inscrits à la rubrique du MFDP. Sur cette base, le nouveau programme de dons représente environ 5,0% du programme de travail global révisé.

**TABLEAU 3A: PRÉSENTATION TRADITIONNELLE DU PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET .PAR RAPPORT À LA NOUVELLE PRÉSENTATION COMPRENANT LE MÉCANISME DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DES PROGRAMMES (MFDP)  
(EN MILLIONS DE USD)**

Montant initial approuvé Présentation traditionnelle		Montant initial approuvé Nouvelle présentation	
<b>Programme de travail 2001</b>	<b>393,7</b>	<b>Programme de travail 2001</b>	<b>381,2</b>
Programme de prêts	365,1	Programme de prêts	365,1
Programme de dons d'assistance technique	28,6	Programme de dons	16,1
<b>Budget 2001</b>	<b>53,6</b>	<b>Budget administratif 2001</b>	<b>40,1</b>
		<b>Mécanisme de financement du développement des programmes 2001</b>	<b>26,0</b>
<b>Total</b>	<b>447,3</b>	<b>Total</b>	<b>447,3</b>

Montant révisé Présentation traditionnelle		Montant révisé Nouvelle présentation	
<b>Programme de travail 2001</b>	<b>437,2</b>	<b>Programme de travail 2001</b>	<b>424,7</b>
Programme de prêts	404,6	Programme de prêts	404,6
Programme de dons d'assistance technique	32,6	Programme de dons (voir tableau 10)	20,1
<b>Budget 2001</b>	<b>53,6</b>	<b>Budget administratif 2001</b>	<b>40,1</b>
		<b>Mécanisme de financement du développement des programmes 2001 (voir tableau 10)</b>	<b>26,0</b>
<b>Total</b>	<b>490,8</b>	<b>Total</b>	<b>490,8</b>

Montant proposé		Montant proposé - Nouvelle présentation	
<b>Programme de travail 2002</b>	<b>450,0</b>	<b>Programme de travail 2002</b>	<b>436,9</b>
Programme de prêts	416,2	Programme de prêts	416,2
Programme de dons d'assistance technique	33,8	Programme de dons (voir tableau 10)	20,7
<b>Budget 2002</b>	<b>55,9</b>	<b>Budget administratif 2002</b>	<b>42,3</b>
		<b>Mécanisme de financement du développement des programmes 2002 (voir tableau 10)</b>	<b>26,7</b>
<b>Total</b>	<b>505,9</b>	<b>Total</b>	<b>505,9</b>

30. **Le programme de prêts pour 2002.** Sur la base de la présentation traditionnelle du programme de travail, dont le montant prévu se chiffre à 450 millions de USD, on compte soumettre en 2002 pour approbation quelque 27 projets pour un montant total de 327,9 millions de DTS (416,2 millions de USD). La répartition régionale recommandée pour 2002 est conforme au rapport du Président du Comité ad hoc sur les allocations régionales (document CRRI/3/R.5). On trouvera à l'annexe II du présent document des précisions sur les proportions par région.

31. En dépit d'un ralentissement général dans les pays en développement, le bilan de l'activité économique a beaucoup varié d'une région à une autre. La région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre a connu une reprise économique notable grâce à l'amélioration du cadre macroéconomique et des incitations sectorielles, tandis que l'insécurité, l'instabilité macroéconomique et les problèmes structurels, en Afrique orientale et australe, ont encore aggravé la pauvreté dans cette région. Des taux d'expansion économique raisonnables ont été enregistrés dans la région Asie et Pacifique, mais l'accroissement des disparités de revenus devient un problème majeur. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes continuent de vivre dans l'incertitude économique, et les exportations de la région sont sérieusement touchées par le fléchissement de l'activité aux États-Unis. Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, les taux de croissance économique ont été encourageants, tandis qu'en Europe orientale et dans l'ancienne Union soviétique, les populations rurales pauvres continuent de voir leur situation affectée par les carences des institutions et la très piètre qualité des services. L'initiative



renforcée pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTÉ) laisse entrevoir des perspectives d'un allègement plus marqué et plus rapide de la dette, particulièrement pour les pays très endettés d'Afrique, mais l'accent très prononcé qu'elle met sur les dépenses sociales devrait être tempéré par la nécessité d'accorder une attention accrue aux moyens de subsistance matériels des ruraux pauvres.

32. L'orientation thématique des stratégies régionales de prêt du FIDA fait apparaître certaines variations - bien que comportant d'importants éléments communs - en raison des différents types de contraintes rencontrés et des possibilités de réduire la pauvreté. Les six principaux domaines d'activité considérés par la plupart des régions comme prioritaires aux fins des investissements en 2002 sont: a) l'intégration de la problématique hommes-femmes et l'autonomisation des femmes; b) l'amélioration de l'accès des pauvres aux ressources productives comme terre, eau et forêts; c) le renforcement des capacités des organisations de base; d) la gestion participative des ressources naturelles; e) l'établissement de systèmes durables de financement rural; et f) la décentralisation. Ces priorités correspondent à l'esprit du *Rapport 2001 sur la pauvreté rurale* publié par le FIDA et aux évaluations régionales de la pauvreté réalisées par les divisions régionales. Néanmoins, il est important de noter que les divisions adopteront des approches différentes pour atteindre les mêmes objectifs stratégiques. Dans le cas de l'autonomisation des femmes, par exemple, la priorité en Afrique de l'Ouest et du Centre sera accordée à la nécessité de dispenser aux paysannes les connaissances spécifiques dont elles ont besoin, tandis qu'en Asie et dans le Pacifique, on s'attachera surtout à promouvoir l'autonomisation des femmes pour rehausser le rôle qu'elles jouent dans la prise de décisions au sein du ménage et de la communauté et pour qu'elles deviennent ainsi le moteur du changement.

33. Les autres grands domaines d'activités stratégiques auxquels il a été accordé une priorité élevée dans le programme de prêts du FIDA sont notamment la promotion des populations indigènes, le développement de la technologie pour la mise en valeur des terres marginales ou arides, la gestion en période post-confliktuelle, le développement de l'infrastructure rurale, et l'établissement de réseaux du savoir. L'attention apportée aux populations indigènes sera plus marquée en Amérique latine et en Asie où ces populations constituent une part forte de la population. D'autres domaines thématiques peuvent revêtir une plus grande importance dans une région particulière. Ainsi le SIDA est apparu comme une menace majeure pour les systèmes de subsistance des ruraux pauvres en Afrique. Le FIDA a un rôle important à jouer en aidant les communautés et les familles à faire face aux effets socio-économiques potentiellement dévastateurs de cette maladie. On trouvera ci-après des précisions sur les stratégies de prêt pour les différentes régions.

34. Si les approches suivies par les divisions régionales du FIDA se caractérisent par une grande diversité, les dons d'assistance technique (DAT) jouent et continueront de jouer un rôle clé dans la promotion de la gestion de l'impact, de la concertation et de la gestion des connaissances. Ces dons constituent un aspect novateur des activités du FIDA et contribuent beaucoup à améliorer la mise en œuvre du plan d'action.

## **Afrique de l'Ouest et du Centre (Division Afrique I)**

### *Tendances socioéconomiques*

35. Depuis longtemps, l'Afrique de l'Ouest et du Centre ne fait guère de progrès en ce qui concerne la croissance du revenu par habitant, le bilan de l'agriculture et la réduction de la pauvreté rurale. L'instabilité politique et les troubles civils qui sévissent dans un certain nombre de pays n'ont fait qu'aggraver cette situation. Pourtant, depuis le milieu des années 90, on assiste à un redressement notable dans de nombreux pays, qui s'explique en grande partie par l'amélioration du cadre macroéconomique et les incitations sectorielles. L'ajustement structurel et la libéralisation des marchés ont engendré de nouvelles opportunités. De plus en plus, les gouvernements se convertissent



à des systèmes plus décentralisés de décisions en matière de mobilisation des ressources et de dépense publique. Les avantages qui en découlent ne sont toutefois pas toujours répartis équitablement et, en l'absence d'investissements bien ciblés dans le développement rural, les ruraux pauvres risquent de prendre du retard. Si la libéralisation a largement contribué à écarter les gouvernements des fonctions qu'ils remplissaient dans la production agricole et la commercialisation et que les acteurs du secteur privé sont mieux à même d'exercer, les progrès ont été beaucoup plus lents pour ce qui est de l'amélioration de la capacité de l'État à s'acquitter des fonctions qu'il est seul à pouvoir prendre en charge.

36. Plusieurs évolutions récentes, qui ont toutes d'importantes implications potentielles pour la programmation du FIDA dans la région, doivent retenir l'attention. À la différence de la première initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés, l'initiative renforcée devrait permettre un allègement plus rapide et plus ample. La région étant celle qui compte le plus grand nombre de pays admissibles, l'initiative renforcée, conjuguée au processus stratégique de lutte contre la pauvreté qui l'accompagne, pourrait aboutir à une augmentation et à un meilleur ciblage des investissements en faveur des pauvres. Elle devrait aussi permettre de surmonter les problèmes d'arriérés que connaissent un certain nombre de pays.

37. Si historiquement la prévalence du VIH/SIDA a été plus accentuée en Afrique orientale et australe, les chiffres augmentent à un rythme alarmant en Afrique de l'Ouest et du Centre.

38. Enfin, au cours de la dernière année, des accords de paix ont été signés dans plusieurs pays en proie à des conflits, ce qui autorise un certain optimisme quant à la reprise des activités de développement. Le fait que les conflits sont une cause majeure d'accroissement de la pauvreté et de la vulnérabilité et que 20% environ de la population de la région vivent dans des pays qui sont le théâtre d'affrontements a des conséquences directes pour le portefeuille de développement du FIDA et pour les allocations accordées à la région.

### *Perspectives pour le FIDA*

39. Le FIDA consacre d'importants investissements aux programmes de décentralisation et de développement rural à assise communautaire. Il se concentre en particulier sur les mécanismes propres à assurer que la décentralisation soit favorable aux pauvres et que les investissements d'équipement dans l'infrastructure soient complétés par des investissements de services dans la formation à la gestion afin de favoriser une appropriation effective, de sorte que l'infrastructure soit convenablement entretenue et que le processus de décision soit ouvert et transparent. Fort de plusieurs années d'expérience de ce type de programmes, le Fonds se fixe pour priorité en 2002 de dégager les enseignements de leur mise en œuvre pour gagner en efficacité.

40. Les organismes de recherche et de vulgarisation et les projets des donateurs négligent souvent les besoins des producteurs vivriers les plus importants, à savoir les femmes, et ce d'autant plus facilement que celles-ci manquent de relais efficaces pour faire entendre leur voix. La recherche/vulgarisation ne peut être efficace que si elle correspond aux priorités des intéressés: si plus de la moitié de ceux-ci sont des femmes, leurs problèmes doivent être explicitement pris en compte. Pour cette raison, l'élaboration d'interventions visant spécifiquement les contraintes des femmes est au cœur des programmes pour la région. Un dosage stratégique de prêts et de dons permet au FIDA de créer des synergies améliorant l'accès des agriculteurs pauvres aux technologies génératrices de gains de productivité.

41. En ce qui concerne les situations au sortir de conflits, le Fonds continuera à suivre les plans de règlement des arriérés qui ont été signés avec un certain nombre de pays et à rechercher activement le moment opportun pour conclure de nouveaux accords. La mise en œuvre réussie de l'initiative renforcée devrait contribuer au succès de ces efforts. Le FIDA entend également utiliser les dons de

façon plus stratégique afin de renforcer sa présence dans les pays et de répondre aux lourds besoins inhérents au processus de relancement des programmes de prêt.

### ***Orientations stratégiques***

42. Dans la conception et la mise en œuvre des programmes régionaux appuyés par le FIDA, on s'attachera à quatre objectifs stratégiques corrélés qui se renforcent mutuellement: renforcement de la capacité des ruraux pauvres et de leurs organisations; orientation plus poussée des politiques de développement rural, des institutions et des prestataires de services en faveur des pauvres; augmentation de la productivité de l'agriculture et des ressources naturelles ainsi que des revenus ruraux; enfin, réduction de la vulnérabilité aux principales menaces qui pèsent sur les moyens de subsistance en milieu rural.

43. Dans l'orientation de ses investissements et la poursuite de ses objectifs de développement en Afrique de l'Ouest et du Centre, le FIDA accordera en 2002 la priorité absolue aux initiatives portant sur les domaines techniques suivants: a) le développement agricole durable, avec une attention particulière aux besoins des femmes et des jeunes; b) les services financiers ruraux, bien intégrés dans le secteur financier national et capables d'atteindre les populations isolées jusqu'à présent privées d'accès aux marchés financiers; c) le renforcement des capacités à l'appui du développement local; et d) la mise en place d'infrastructures de base. Deux domaines thématiques, dont l'importance va s'accroître à l'avenir, se dégagent: l'aide au sortir de conflits et la prévention du VIH/SIDA.

44. Pour atteindre ces objectifs, le Fonds s'efforcera d'avoir une présence effective sur le terrain en maintenant intégralement le niveau de ses prêts; d'appuyer des programmes conduits avec la participation des bénéficiaires; de suivre l'état d'avancement des projets au moyen du système de gestion du portefeuille; et de valoriser ses propres ressources humaines par la formation des cadres et du personnel auxiliaire.

### ***Programme de prêts***

45. Sept projets sont prévus pour 2002, pour un montant total de 76,5 millions de USD. Ce chiffre pourrait augmenter légèrement en fonction de la taille des projets. Quatre de ces projets sont dus à l'initiative du FIDA et trois autres à celle d'institutions coopérantes. Ils seront axés sur le développement rural à assise communautaire, le renforcement des capacités de la base, les activités génératrices de revenus, la commercialisation des produits agricoles, la gestion des ressources naturelles et le financement rural.

## **Afrique orientale et australe (Division Afrique II)**

### ***Tendances socioéconomiques***

46. Dans l'ensemble de la région, à l'exception de l'Afrique du Sud et de Maurice, la majorité de la population vit en milieu rural dans un état d'extrême pauvreté. L'agriculture est le principal moyen de subsistance des ruraux et l'agriculture paysanne reste le système de production dominant des ruraux pauvres. La pauvreté est par conséquent un phénomène socioéconomique primordial et aucune possibilité de changement à moyen terme de ces conditions structurelles fondamentales ne se profile clairement dans la région.

47. Globalement, la situation de la pauvreté ne s'améliore pas, même si des progrès sont décelables en Ouganda et si une grande partie de l'Éthiopie (pays le plus peuplé de la région) bénéficie d'une meilleure sécurité alimentaire. L'insécurité et l'instabilité macroéconomique expliquent en partie cette situation mais, au-delà de ces facteurs, d'importants problèmes structurels sont perceptibles. La région



s'est en grande partie engagée dans un changement fondamental des rapports entre l'État et la société, englobant une libéralisation à la fois politique et économique.

48. Les gouvernements éprouvent de réelles difficultés à réaliser leurs programmes de réforme destinés à créer un espace où la société civile et le secteur privé pourront apporter des solutions nouvelles, durables et fondées sur le marché. L'aide internationale n'apporte pas le soutien qu'elle devrait. L'initiative de réduction de la dette et les documents de stratégie de réduction de la pauvreté restent axés essentiellement sur les dépenses des services sociaux. Il faut rétablir l'équilibre en accordant une plus grande attention aux conditions de vie matérielles des ruraux pauvres.

### *Perspectives pour le FIDA*

49. Les problèmes de pauvreté rurale ne mobilisent plus et la nécessité de faire sortir l'Afrique de l'ornière pour la mettre sur la voie d'un processus viable de réduction de la pauvreté rurale dans le cadre convenu de réformes ne retient pas suffisamment l'attention. Le FIDA a un rôle essentiel à jouer pour remédier à cet état de choses. Il a une expérience unique de l'identification et de l'analyse des problèmes et des opportunités que présentent pour les ruraux pauvres l'avènement de la mondialisation et les transformations politiques intervenues à l'échelle régionale. Il s'est aussi imposé comme l'un des principaux protagonistes de l'effort de développement rural. Le FIDA a la possibilité de redonner au développement rural la place qu'il mérite dans les politiques de développement et d'apporter un soutien matériel aux processus clés du changement dans les règlements et les institutions.

### *Orientations stratégiques*

50. L'objectif à moyen terme est de faire du FIDA:

- a) le point de référence pour les stratégies globales de réduction de la pauvreté rurale en Afrique orientale et australe dans les instances internationales, régionales et nationales;
- b) le point de convergence pour l'intensification de la concertation sur les politiques de développement rural avec les parties prenantes dans la lutte contre la pauvreté associant la société civile et le secteur privé;
- c) le chef de file pour la mise sur pied de grands programmes novateurs s'attaquant aux obstacles clés au développement que rencontrent les ruraux pauvres sur leurs "activités économiques";
- d) la première instance où s'adresser pour obtenir des orientations sur les problèmes d'ordre politique et opérationnel à résoudre pour apporter une aide efficace aux ruraux pauvres dans certaines régions;
- e) le moteur de la transformation des politiques et plans rationnels en programmes ayant effectivement un impact au niveau des ruraux pauvres.

51. Le FIDA cherchera à atteindre ces objectifs dans la région en concentrant ses ressources dans la structure d'un cadre stratégique. Pour acquérir le statut de centre d'excellence en matière de politiques et de connaissances, il doit consacrer des ressources à approfondir son expérience et ses connaissances tout en renforçant son pouvoir de négociation. Pour avoir un impact, les efforts devront être concentrés sur un nombre plus restreint de domaines thématiques: promotion de liens efficaces et équitables entre les agriculteurs et les marchés; mise en place de systèmes financiers viables pour les ruraux pauvres; amélioration de l'accès des ruraux pauvres à la terre et à l'eau; et promotion de technologies et de systèmes d'information ruraux. Tout en s'attachant à promouvoir leur autonomisation sur le plan économique, le FIDA s'efforcera également d'éliminer les facteurs

exogènes qui menacent les moyens de subsistance des ruraux pauvres, et il mettra particulièrement l'accent sur les programmes communautaires de lutte contre la pandémie de VIH/SIDA et, dans certains pays, sur les activités de relèvement au sortir de conflits.

52. Pour appliquer cette stratégie, le FIDA:

- a) maintiendra son programme de prêts à un niveau et dans une direction qui assurent une base adéquate pour participer à la concertation politique et institutionnelle;
- b) relèvera le niveau du partenariat dans le plaidoyer politique et la conception et le financement des programmes;
- c) soutiendra activement et, dans certains cas, dirigera la mise en réseau des connaissances tant au sein du FIDA qu'entre les parties prenantes dans certains domaines thématiques;
- d) concentrera les ressources et les activités sur les domaines essentiels ci-dessus, associant ceux qui aident les parties prenantes nationales à mettre en œuvre les changements clés dans les cadres politique et institutionnel comme dans les actifs à la portée immédiate des ruraux pauvres; et
- e) rationalisera l'utilisation des ressources consacrées à l'appui de l'exécution des programmes et relèvera le niveau effectif des rapports sur les solutions durables qui ont été mises au point à la faveur des activités soutenues par le FIDA.

### ***Programme de prêts***

53. Il est prévu de présenter cinq programmes/projets au Conseil d'administration en 2002. La valeur totale des engagements au titre des prêts du FIDA sera de l'ordre de 76,5 millions de USD. Dans la majorité des cas, l'orientation stratégique privilégie les opérations de programmes plutôt que les projets. En 2002, les opérations seront planifiées et évaluées en fonction de la complémentarité de différents "types" d'activité: élaboration et exécution de programmes, concertation sur les politiques, développement de partenariats et gestion des connaissances.

### **Asie et Pacifique**

#### ***Tendances socioéconomiques***

54. Globalement, l'économie asiatique a enregistré des taux de croissance élevés en 1999 (6,3%) et en 2000 (7,1%). Cette croissance devrait tomber à 5,6% en 2001 par suite du ralentissement observé à l'échelle mondiale, mais rebondira à 6,2%, d'après les prévisions, en 2002. L'Asie du Sud (y compris l'Inde) et la Chine ont maintenu une forte croissance, à 5,4% et 7,0% respectivement en 2001. Le niveau de la pauvreté reste toutefois élevé dans ces pays et les inégalités de revenus entre zones rurales et zones urbaines, ainsi qu'entre zones marginalisées et zones favorisées se creusent. Parmi les ruraux pauvres d'Asie, les populations qui ont été le plus durement touchées par le processus de marginalisation sont celles qui vivent dans les zones de hautes terres et de montagnes. Il s'agit de populations indigènes, de femmes et d'autres groupes marginalisés. Le processus de marginalisation a entraîné l'exclusion sociale, la dégradation rapide de l'environnement et l'instabilité politique, facteurs générateurs de violence dans plusieurs pays de la région. La féminisation croissante de l'activité agricole a des conséquences négatives sur l'éducation des filles, perpétuant le cycle de la pauvreté rurale. L'éloignement et la diversité de ces zones rendent essentiel le recours à des approches décentralisées, participatives et itératives de l'élaboration et de l'exécution des programmes, afin de mieux répondre aux conditions locales.

### *Perspectives pour le FIDA*

55. Les politiques de développement de portée générale ont entraîné la marginalisation des habitants des hautes terres et des groupes minoritaires, ce qui a été à l'origine d'une grande misère socioéconomique, de la dégradation de l'environnement et de l'instabilité politique dans les régions concernées. Il est indispensable que l'amélioration des conditions de vie apportée par le développement touche également tous les segments de la société. Étant donné qu'en Asie les plus pauvres parmi les pauvres vivent dans les zones marginales de hautes terres, le FIDA concentrera son action sur ces zones, ainsi que sur les populations indigènes et les femmes.

56. L'expérience montre que l'amélioration des rapports entre les sexes a un impact très important sur les ruraux pauvres. L'intégration et l'autonomisation des femmes comme agents de changement permettront de promouvoir des interventions stratégiques en faveur des ruraux pauvres. On s'attachera davantage à accroître la résistance des ménages ruraux pauvres aux chocs économiques externes en leur donnant plus largement accès aux facteurs de production, notamment à la terre, ainsi qu'aux biens collectifs tels que l'eau et les forêts. Dans ce contexte, les systèmes agricoles et forestiers régénérateurs, le financement rural des activités agricoles et extra-agricoles et l'amélioration de l'infrastructure rurale figureront en bonne place. De même, le renforcement des capacités locales bénéficiera d'un soutien accru afin de consolider les institutions locales, de promouvoir la décentralisation et de donner aux communautés rurales les moyens d'améliorer de façon durable leurs conditions de vie.

### *Orientations stratégiques*

57. Les grands axes de l'action dans la région en 2002 visent à réaliser ce qui suit:

- a) constitution d'un solide groupe de parties intéressées au sein des gouvernements, de la société civile (y compris des ONG) et des communautés afin de promouvoir une politique favorable aux populations indigènes, aux pauvres des hautes terres et à l'équité entre les sexes, qui privilégie une approche multilatérale de la conception et l'exécution de projets;
- b) renforcement de la représentation des femmes à différents niveaux décisionnels (directeurs de projets, membres de comités) et reconnaissance de celles-ci comme agents de changement dans leurs communautés;
- c) approfondissement de la compréhension et des compétences acquises par le FIDA et les personnels des projets en matière de règlement des conflits et d'initiatives de conciliation;
- d) approfondissement de la compréhension acquise par le FIDA et ses collaborateurs et les personnels des projets sur la façon de mêler connaissances indigènes et technologie moderne avec le maximum d'efficacité et sur le moment approprié pour ce faire;
- e) meilleure compréhension de la méthode à utiliser pour estimer le nombre des bénéficiaires des projets du FIDA qui sont parvenus au-dessus du seuil de pauvreté. Cela permettra aussi de déterminer dans quelle mesure le FIDA contribue, dans le cadre de son mandat, à la réalisation de l'objectif de développement du Millénaire concernant la réduction de la pauvreté;
- f) reconnaissance du FIDA en tant que centre d'excellence en matière de connaissances sur les enjeux et les opportunités de la collaboration avec les populations indigènes et du renforcement de leurs capacités; et



- g) opérationnalisation du nouveau concept selon lequel les pauvres des hautes terres rendent des services environnementaux et doivent être, à ce titre, dédommagés par les forces du marché mondial.

### ***Programme de prêts***

58. Il est prévu de soumettre seulement six projets au Conseil d'administration en 2002 avec une allocation régionale pour les prêts d'environ 129,1 millions de USD. Il sera proposé des prêts d'un montant plus élevé pour des interventions portant sur une plus longue durée, selon les principes du mécanisme flexible de financement (MFF). Malgré une moindre fréquence de prêt, le niveau des prêts par pays emprunteur devrait rester inchangé sur le long terme. Il sera ainsi possible de consacrer plus de temps aux problèmes relatifs à l'exécution et aux autres activités liées au plan d'action, ainsi qu'à l'évaluation et à la démonstration de l'impact des opérations du Fonds, et à la promotion de la reproduction, à plus grande échelle, d'initiatives réussies en collaboration avec des partenaires ayant les mêmes objectifs.

## **Amérique latine et Caraïbes**

### ***Tendances socioéconomiques***

59. Les transformations politiques et économiques qui ont débuté en 1999 et 2000 dans la région Amérique latine et Caraïbes devraient se poursuivre en 2002, rendant plus complexe le contexte des efforts de lutte contre la pauvreté rurale. Dans l'ensemble de la région, le facteur négatif principal est le ralentissement de l'économie des États-Unis, qui a affaibli la demande de produits de la région, entraînant une chute des prix des produits agricoles et des répercussions défavorables sur les moyens d'existence des petits producteurs.

60. Dans la sous-région Amérique centrale, le Salvador poursuit ses efforts de reconstruction après le séisme qui a dévasté le pays au début de 2001. Les autres pays d'Amérique centrale connaîtront une croissance modérée, imputable pour la plupart d'entre eux à la baisse de la valeur de leurs exportations (par exemple le café) et des cours des céréales de base. Les pays des Caraïbes orientales poursuivront la réforme de leur secteur agricole pour compenser les pertes de recettes consécutives à la diminution des exportations de bananes.

61. Les pauvres de la région, et en particulier les ruraux pauvres, continueront d'être confrontés à de graves problèmes. Selon les estimations, 44% de la population vivent encore au-dessous du seuil de pauvreté. Les ruraux pauvres seront plus défavorisés que les populations urbaines, la proportion de la population rurale vivant au-dessous du seuil de pauvreté étant estimée à 63%. La situation pourrait s'aggraver encore en raison de l'instabilité économique et du ralentissement subi par la plupart des économies de la région.

### ***Perspectives pour le FIDA***

62. L'intérêt renouvelé de la communauté financière internationale pour la lutte contre la pauvreté et le développement rural dans la région a relancé une concertation active et systématique avec la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale. Ce processus intéresse aussi les institutions de développement multilatéral et bilatéral telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, l'Agence allemande de coopération économique, et diverses ONG nationales et régionales qui se consacrent au développement rural. Malgré la reconnaissance de principes communs, il reste beaucoup à faire pour améliorer les partenariats afin de parvenir à une vision commune et à un accord sur les politiques et les mesures institutionnelles à mettre en œuvre.

63. Dans les programmes de prêts et de dons AT qu'il proposera en 2002, le FIDA accordera la priorité à la consolidation des domaines stratégiques liés à la situation présente, tout en maintenant ses objectifs stratégiques à moyen terme, à savoir:

- a) relier les initiatives de lutte contre la pauvreté rurale aux efforts de décentralisation amorcés pour renforcer la position des communautés locales dans la prise de décisions et la gestion autonome des ressources;
- b) appuyer les initiatives de développement prises par les populations indigènes de manière à renforcer leurs organisations et leurs systèmes de valeurs;
- c) améliorer la compétitivité des petits producteurs ruraux pauvres et des microentreprises;
- d) renforcer la capacité des organisations de base en matière de fourniture de services de développement aux ruraux pauvres;
- e) améliorer en profondeur l'analyse et la formation concernant la problématique hommes-femmes.

### ***Orientations stratégiques***

64. Afin de maximiser son impact sur la lutte contre la pauvreté et sur le développement rural, le FIDA concentrera ses efforts sur les axes stratégiques suivants:

- a) **Capital humain.** Cet élément est directement corrélé à l'amélioration durable des revenus et à l'insertion des populations pauvres marginales dans le secteur économique et social pertinent.
- b) **Compétitivité des produits agricoles et non agricoles.** Les marchés mondiaux confrontent les ruraux pauvres à de nouveaux enjeux et à de nouvelles opportunités. Le FIDA créera et renforcera les liens entre les populations cibles et les systèmes générateurs de technologie, les prestataires de services technologiques, les marchés financiers, les entreprises privées et les marchés locaux, nationaux et internationaux.
- c) **Production agricole durable et utilisation viable des ressources naturelles.** La dégradation des ressources naturelles est un grave problème en Amérique Latine et dans les Caraïbes. Le développement agricole et rural à long terme passe par des politiques écologiques et économiques viables.
- d) **Problématique hommes-femmes.** L'équité entre les sexes est la condition préalable d'un développement rural équilibré, démocratique et durable.
- e) **Autonomisation des ruraux pauvres.** L'autonomisation permettra l'établissement de partenariats actifs entre les gouvernements, les organisations de la société civile et les organisations rurales de base.

### ***Programme de prêts***

65. Le FIDA prévoit de présenter au Conseil d'administration quatre projets en 2002 pour un montant total de 70,9 millions de USD. Ces interventions seront centrées sur les domaines suivants: a) microentreprise; b) populations indigènes; c) gestion des ressources naturelles dans les zones arides; et d) établissement de systèmes financiers propres à soutenir les investissements ruraux productifs.

## Proche-Orient et Afrique du Nord

### *Tendances socioéconomiques*

66. La région comprend les pays emprunteurs traditionnels du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (POAN) auxquels s'ajoutent les pays en transition d'Europe centrale et orientale et les nouveaux États indépendants (ECO).

67. **Sous-région POAN.** Les pays du Proche-Orient et Afrique du Nord ont bénéficié dernièrement d'une croissance économique encourageante, en particulier dans le secteur industriel et dans celui des services, où de nombreux emplois ont été créés. De même, l'intensification du commerce interrégional entre les États arabes et avec l'Union européenne est devenue une source importante d'opportunités économiques.

68. Bien que la plupart des pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient qui empruntent au FIDA soient considérés comme des pays à revenu intermédiaire, on estime que 85 millions de personnes (environ 30% de la population totale) vivent au-dessous du seuil de pauvreté fixé à 2 USD par jour, et que 60 à 70% de ces personnes dépendent de l'agriculture pour leur subsistance. Ce phénomène s'explique par la vulnérabilité persistante de la région à des contraintes liées aux ressources naturelles. Ainsi, ces dernières années, plusieurs pays de la sous-région ont connu les plus fortes sécheresses qui aient été enregistrées depuis des décennies et dont les effets se font sentir durablement: perte de revenus et d'emplois, amenuisement des disponibilités alimentaires, hausses des prix qui en résultent.

69. **Sous-région ECO.** Dans les pays d'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique, les familles rurales pauvres sont encore en butte aux carences des institutions et au très bas niveau des services. Depuis que la transition est engagée, la situation rurale s'est dégradée globalement dans l'ensemble de cette sous-région. Le démantèlement de vastes exploitations d'État et la détérioration de la situation financière de celles qui restent ont entraîné une forte réduction des ressources disponibles pour les services sociaux et l'infrastructure rurale.

70. Les économies en transition se sont trouvées abruptement confrontées à la disparition de la planification centrale et des services étatiques, ainsi qu'à une réduction des dépenses publiques, à l'effondrement des chaînes de production, des circuits de commercialisation et de distribution au niveau régional et local. Bien que la situation varie d'un pays à l'autre, les agriculteurs de l'ensemble de la région se sont rendu compte que l'accès aux marchés, au crédit, aux engrais, aux technologies appropriées et aux autres facteurs était indispensable au succès de la nouvelle économie. Ces services, autrefois fournis par l'État, sont aujourd'hui inexistantes ou inadaptés aux besoins de la nouvelle agriculture caractérisée par la petite exploitation privée.

### *Perspectives pour le FIDA*

71. **Sous-région POAN.** Les opérations resteront axées sur la gestion participative des ressources naturelles, l'intégration de la problématique hommes-femmes, la mise au point et la promotion de technologies améliorées pour les zones marginales et arides, la décentralisation, la gestion de l'après-guerre et l'échange de connaissances grâce à l'établissement de réseaux. La gestion participative des ressources constitue le point d'entrée de l'appui du FIDA pour renforcer les capacités des organisations de base et des ONG qui adoptent les approches novatrices avec plus de souplesse et de réactivité que les structures officielles de l'État. La création d'organisations de bénéficiaires, notamment les associations d'usagers des parcours et de l'eau et les coopératives, demeure un mécanisme essentiel pour la pérennisation des avantages apportés par les projets.

72. **Sous-région ECO.** Le FIDA continuera à axer ses opérations sur l'appui au développement institutionnel, à l'expansion orientée vers le marché, à la mise en place de services financiers ruraux

durables et à l'infrastructure de base. Jusqu'à présent, les activités soutenues par le FIDA ont permis de mettre en place des cadres régulateurs et des services financiers à l'intention des ruraux pauvres et de promouvoir des organisations de base telles que les mutuelles de crédit, les groupements de production/commercialisation et les associations d'usagers de l'eau. Ces opérations sont souvent concentrées dans les zones de hautes terres et de montagne particulièrement exposées à la pauvreté. Dans les pays de cette sous-région par conséquent, les projets sont de plus en plus établis dans une perspective à long terme et intègrent un fort degré de flexibilité.

### ***Orientations stratégiques***

73. Le FIDA continuera en 2002 à appliquer sa stratégie de lutte contre la pauvreté en privilégiant les programmes qui aident les ruraux pauvres à surmonter les principales contraintes liées aux ressources naturelles. Comme dans le passé, le Fonds se concentrera dans chaque pays sur un créneau stratégique dont l'efficacité est confirmée, notamment l'appui aux projets propres à promouvoir un accès élargi à la terre, à l'eau, au capital, à l'information et aux marchés. À cet effet, il interviendra dans les domaines suivants: agriculture pluviale, conservation des ressources, développement de l'infrastructure rurale, promotion de technologies appropriées et microentreprises extra-agricoles, par le biais de services financiers ruraux soigneusement ciblés. En concentrant ses efforts sur quelques domaines stratégiques où il peut se prévaloir de solides résultats et d'un avantage comparatif démontré, le FIDA vise à stimuler une concertation efficace sur des questions d'importance primordiale pour les ruraux pauvres. Comme le prouve son bilan, le FIDA est parvenu, grâce à son approche du soutien aux projets, à mobiliser des ressources et à constituer des partenariats efficaces avec les autres donateurs et avec les parties prenantes locales.

74. Le programme de DAT revêt aussi une importance stratégique dans la région où il servira encore à appuyer les opérations de prêt dans l'ensemble des pays concernés. Conformément à la stratégie élaborée par la Division pour la recherche agricole (approuvée en 2000), le programme d'assistance technique à la recherche permettra de mettre au point et de valider des technologies à l'intention des pauvres et propres à stimuler la croissance dans les zones de basses terres et de montagne consacrées à l'agriculture pluviale, les basses terres irriguées et les terres de parcours, et soutiendra la mise en place d'un cadre politique et institutionnel propice.

### ***Programme de prêts***

75. Le programme de prêts pour la région en 2002 comprend cinq projets dus à l'initiative du FIDA pour un montant total de quelque 63,2 millions de USD. Deux de ces projets devraient mobiliser 40 millions de USD sous forme de cofinancement. Un projet supplémentaire sera préparé à titre de réserve. Il est également prévu de fournir des DAT dans les domaines de la gestion de l'eau sur l'exploitation, l'agriculture pluviale, l'évaluation des ressources marines et les systèmes d'aide à la décision destinés à améliorer l'efficacité des intrants agricoles.

## **B. Programme de dons proposé pour 2002**

76. Comme indiqué plus haut dans le présent document, le programme de DAT proposé pour 2002 se chiffrera à 33,8 millions de USD (soit 26,6 millions de DTS) selon la présentation traditionnelle. Afin de maintenir les niveaux du FEP, le pourcentage alloué au poste Autres catégories de recherche et de formation et autres activités a été réduit. Ainsi, pour 2002, le programme global de dons, en excluant les postes de dépense transférés au MFDP, s'établira au total à 20,7 millions de USD. On trouvera au tableau 3B la répartition entre catégories.

**TABLEAU 3B: PROGRAMME DE DONN D'ASSISTANCE TECHNIQUE APPROUVÉ POUR 2001 ET PROPOSÉ POUR 2002**

	2001		2002	
	Montant initialement approuvé (en millions de USD) <sup>15</sup>	% de l'ensemble du programme de dons AT	Montant proposé (en millions de USD)	% de l'ensemble du programme de dons AT
Recherche agricole <sup>16</sup>	5,44	33,77	8,55	41,30
Autres catégories de recherche et de formation et activités diverses <sup>16</sup>	9,04	56,11	9,60	46,38
Programme de coopération élargie FIDA/ONG (PCE)	1,63	10,12	2,55	12,32
<b>Total</b>	<b>16,11</b>	<b>100,00</b>	<b>20,7</b>	<b>100,00</b>

77. Le Conseil d'administration a examiné la politique et les orientations stratégiques du Fonds en matière de dons pour la recherche et la formation à ses soixante-troisième et soixante-quatrième sessions tenues en avril et septembre 1998 respectivement. Tout en exprimant son appui aux orientations stratégiques de la politique du FIDA, le Conseil a donné des indications pour que le programme de dons soit davantage axé sur les sujets de recherche présentant un intérêt direct pour le portefeuille de prêts du Fonds. À une session qu'il tiendra prochainement en 2002, le Conseil examinera un document sur la politique et la stratégie du FIDA en matière de financement sous forme de dons, qui précisera les trois domaines dans lesquels le Fonds concentrera ses investissements en faveur de la recherche agricole, à savoir:

- a) les questions techniques ayant une incidence sur les rapports intrants/extrants biophysiques et sur la conservation des ressources dans les environnements marginaux et pauvres en ressources;
- b) les questions d'organisation portant sur les mécanismes socioéconomiques et les mesures d'incitation visant à maximiser l'utilisation, la conservation et le rendement des actifs détenus par les petits exploitants; et
- c) la formation et le renforcement des capacités impliquant de faire connaître aux institutions compétentes, et notamment aux institutions et réseaux intergouvernementaux et non gouvernementaux, les meilleures pratiques en matière de techniques, d'organisation et de politiques, dans la mesure où elles améliorent l'exécutabilité des projets financés par des prêts du FIDA.

78. L'effort sera axé sur les productions végétales, animales et aquatiques, qui sont la clé de la sécurité alimentaire et du bien-être général des petits agriculteurs pauvres en ressources, des ruraux sans terre, des pasteurs et des pêcheurs. Les autres domaines visés sont les suivants: les innovations techniques qui permettent d'économiser du temps et du travail, afin de réduire les tâches des femmes rurales pauvres et d'accroître leur productivité et leur capacité à générer des revenus; la mise au point et l'adoption de pratiques techniques et institutionnelles améliorées en matière de gestion des ressources en eau, avec la formation nécessaire à leur application.

79. Pour assurer la réalisation des objectifs stratégiques du FIDA, l'identification et la sélection des dons, leur élaboration, l'exécution et la supervision ainsi que l'évaluation de l'impact ont fait l'objet

<sup>15</sup> Ce chiffre ne comprend pas les objectifs révisés du programme de dons pour 2001.

<sup>16</sup> Pour 2001, les allocations ont été réduites à titre temporaire afin de maintenir les ressources nécessaires au FEP dans les limites du programme global de dons, qui a été abaissé conformément aux objectifs révisés à la baisse du programme de prêts.



d'un effort de rigueur considérable, surtout depuis la mi-2000. Des directives ont été établies et les procédures d'examen et de sélection des dons ont été renforcées et appliquées dans le cadre d'un système concurrentiel reposant sur des critères précis afin de déterminer quelles sont les idées de dons pour la recherche et la formation les plus appropriés à insérer dans la filière.

80. Ces critères imposent clairement que les dons proposés doivent porter sur des questions d'intérêt pour le portefeuille de prêts actuel et futur et qu'ils devraient: a) avoir un impact sensible et mesurable sur les ruraux pauvres auxquels le FIDA vient en aide; b) mettre en œuvre des approches novatrices et applicables, faisant appel à des partenaires appropriés présentant un avantage comparatif confirmé dans le domaine de recherche considéré; c) offrir des possibilités de diffusion et d'utilisation durable des connaissances par des liaisons en aval avec les réseaux et institutions concernés; d) comporter des dispositions appropriées pour l'exécution et l'organisation, y compris des procédures et des indicateurs de suivi; et e) présenter un budget justifiable indiquant que des ressources adéquates seront disponibles afin d'assurer une utilisation efficace des fonds et une exécution rationnelle au plan économique. Il faudra veiller non seulement à relier le programme de dons aux activités de prêt du Fonds, exigence primordiale, mais aussi à utiliser les dons pour appuyer les institutions de la société civile, promouvoir la sensibilisation aux problèmes de la pauvreté rurale, organiser des réunions sur les politiques avec la participation active des États membres et donner suite aux aspects traités dans le *Rapport 2001 sur la pauvreté rurale* publié par le FIDA.

81. Comme le Conseil d'administration en a été précédemment informé, le FIDA a déjà entrepris une évaluation systématique des programmes de recherche qu'il finance, notamment du point de vue de leur impact sur la pauvreté rurale. Il a adopté une approche séquentielle, commençant par l'établissement d'un cadre et d'une méthodologie appropriés d'évaluation de l'impact sur les ruraux pauvres de programmes de recherche spécifiques. Cette nouvelle méthodologie a été appliquée à une série de 16 études de cas portant sur des recherches menées par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI). En outre, le FIDA a conduit l'initiative relative à l'évaluation de l'impact sur la pauvreté rurale du Comité permanent d'évaluation de l'impact du GCRAI, qui est parrainée notamment par le Département du développement international (Royaume-Uni) et le Programme des Nations Unies pour le développement. Les résultats de cette évaluation devraient être disponibles au début de 2002. Entre-temps, le Bureau de l'évaluation et des études du FIDA (OE) a entrepris un autre effort important d'évaluation de l'impact des travaux de recherche financés par le Fonds. Les résultats de ces diverses initiatives seront communiqués au Conseil en 2002 dans un document d'orientation.

## **VI. PRINCIPAUX ASPECTS AYANT UNE INCIDENCE SUR LE BUDGET ADMINISTRATIF 2002**

### **Flexibilité budgétaire**

82. En 2002 la direction du FIDA entend maintenir le budget administratif au même niveau, en valeur réelle, qu'en 2001. En raison de l'accroissement des dépenses courantes de fonctionnement, la direction a dû réduire certains postes, en définissant des priorités fondées sur la valeur ajoutée. Compte tenu des restrictions budgétaires très rigoureuses qu'impose l'application de la croissance zéro, ainsi que de la nature des activités de l'organisation en 2002 et d'une concentration accrue sur les besoins et la rationalisation du plan d'action et du programme de transformation stratégique, on a proposé, à la soixante-treizième session du Conseil d'administration en septembre 2001, de renforcer la souplesse budgétaire.

83. Le Règlement financier actuel du FIDA, adopté à la première session du Conseil des gouverneurs en décembre 1977 et modifié le 21 février 1997, prévoit au paragraphe 3 de son article VI que: « Pour faire face aux besoins du Fonds, le Président peut procéder à des virements de

crédits à l'intérieur des catégories du budget administratif. De plus, le Président peut, avec l'approbation du Conseil d'administration, procéder à des virements de crédits entre les diverses catégories. »

84. Au cours des dernières années, la gestion du budget et de la performance du secteur public a subi de profonds changements. Les ressources sont employées de façon plus rentable du fait que les crédits budgétaires ne sont plus considérés comme un plafond global de dépenses mais servent à guider la planification dans une optique de mise à jour et d'ajustement constants. Afin que le budget devienne un outil de gestion efficace et conforme à l'évolution des stratégies de l'organisation et des pratiques d'autres institutions des Nations Unies, et dans le but d'assurer la gestion efficace des ressources et l'obligation de répondre des résultats, il est proposé que le Président soit autorisé, à partir de 2002, à effectuer en cours d'exercice des virements de crédits entre catégories budgétaires, étant entendu que ces virements ne dépassent pas 10% de chacune des catégories budgétaires approuvées. Cette procédure remplacerait celle qui est actuellement en vigueur et qui consiste à demander au Conseil d'administration d'approuver à l'avance ces réaffectations. Comme le FIDA se propose de faire davantage dans le cadre d'un budget administratif à croissance nulle en 2002, cette souplesse accrue devrait faciliter la gestion. Le Président rendrait compte de tout virement ainsi opéré au Conseil d'administration, comme c'est actuellement le cas des réaffectations de fonds de la réserve pour imprévus, et les demandes de virement dépassant 10% du montant d'une catégorie budgétaire approuvée continueraient d'être présentées au Conseil d'administration pour approbation. Cette question est développée dans la partie IX: recommandation.

85. Dans le budget administratif 2002, certaines dépenses non récurrentes qui ne sont pas inscrites au budget administratif ordinaire devront être engagées séparément, comme il est d'usage.

86. **Dépenses ponctuelles.** En 2001, ces dépenses se sont élevées à 1 076 000 USD, dont 762 000 USD concernaient les travaux dans les nouveaux locaux du FIDA. Le solde, soit 314 000 USD, a couvert les indemnités de cessation de service et les coûts de redéploiement du personnel.

87. Pour 2002, les dépenses ponctuelles, d'un montant total de 1 343 000 USD, comprendront 724 000 USD (non remboursables par le Gouvernement italien), pour couvrir la fin des travaux, le déménagement dans le nouveau bâtiment et la rénovation des locaux actuels du siège. Ce montant est plus élevé que le chiffre initialement prévu en raison du retard dans le déménagement, de sorte que le crédit de 2001 n'a pas été entièrement utilisé. Il est proposé de maintenir à 314 000 USD le montant pour la cessation de service et le redéploiement de personnel, conformément à la stratégie de gestion des ressources humaines. Pour 2002, quelques éléments ont été ajoutés: 250 000 USD pour couvrir les frais d'une procédure judiciaire et 55 000 USD pour des activités liées au 25<sup>e</sup> anniversaire du FIDA (services d'interprétation, personnel d'appui, publications, etc.).

**DÉPENSES PONCTUELLES**  
(en milliers de USD)

	2001		2002	
	Budget (à 2 084 ITL/USD)	Budget recalculé (à 2 160 ITL/USD)	Augmentation/ (diminution) réelle	Budget proposé (à 2 160 ITL/USD)
Cessation de service et redéploiement de personnel	318	314	0	314
Locaux du FIDA	790	762	(38)	724
25 <sup>e</sup> anniversaire du FIDA	0	0	55	55
Procédure judiciaire	0	0	250	250
<b>Total</b>	<b>1 108</b>	<b>1 076</b>	<b>267</b>	<b>1 343</b>

88. **Réunions de la Consultation sur la sixième reconstitution.** Les activités préparatoires de la sixième reconstitution devraient démarrer en 2001, de sorte que la première réunion de la Consultation pourrait se tenir en marge de la session du Conseil des gouverneurs de février 2002. En conséquence, les coûts relatifs aux réunions de consultation prévues en 2002, soit 468 000 USD, figureront conformément à l'usage comme provision séparée pour dépenses non récurrentes.

## VII. LE BUDGET ADMINISTRATIF POUR 2002

89. La Direction du FIDA entend tenir son engagement de limiter les dépenses administratives dans toute la mesure du possible. En conséquence, comparé au niveau de 2001, le budget administratif proposé pour 2002 reste à croissance réelle zéro, mais il a été tenu compte de l'inflation et des hausses de prix projetées pour 2002.

90. Le budget administratif pour 2001, approuvé par le Conseil des gouverneurs à sa vingt-quatrième session (au taux alors en vigueur de 2 084 ITL/1,00 USD) s'élevait à 38 741 000 USD, et comprenait une allocation pour imprévus de 250 000 USD, mais pas de montant distinct pour dépenses ponctuelles, soit 1 108 000 USD, ni pour la hausse de prix exceptionnelle de 287 000 USD. Le total de ces chiffres se monte à 40,1 millions de USD, après transfert net de 13,5 millions de USD au MFDP au titre des dépenses liées aux projets. À des fins de comparaisons, on a recalculé les chiffres du budget administratif 2001 en utilisant le taux de change moyen projeté le plus récent, soit 2 160 ITL/1,00 USD. Le budget administratif global pour 2002, y compris une provision pour imprévus de 165 000 USD, est proposé à 40 274 000 USD, contre 37 963 000 USD en 2001, sur la base du même taux de change. Les éléments distincts qui n'ont pas été inscrits au budget administratif 2002, comme en 2001, sont les coûts ponctuels et les hausses de prix exceptionnelles, qui se montent respectivement à 1 340 000 USD et à 199 000 USD. Pour 2002, il y a en outre une provision distincte de 468 000 USD pour financer les réunions de la Consultation au cours de l'année. Comme il est d'usage, les chiffres seront recalculés, mais on appliquera la moyenne la plus récente du taux de change euro/USD lorsque le budget sera présenté au Conseil des gouverneurs pour approbation à sa vingt-cinquième session.

91. **Exécution du budget 2001.** Le tableau 4 indique les dépenses administratives projetées pour 2001 en regard des crédits approuvés par poste budgétaire. Comme indiqué plus haut, les coûts ont été recalculés à des fins de comparaison en utilisant le taux de change ITL/USD moyen projeté le plus récent pour 2001. Selon les projections, tous les crédits de la plupart des postes budgétaires ont été pleinement utilisés en 2001, et il a même fallu puiser 130 000 USD de la provision pour imprévus. Pour ce qui concerne les coûts ponctuels, en raison du retard du déménagement dans le nouveau bâtiment du FIDA, les dépenses seront reportées sur 2002.

92. **Dépenses proposées pour 2002.** Comme les années précédentes, l'estimation des différentes catégories de dépenses tient compte des tendances actuelles et de l'expérience passée, notamment des variations des indices, des augmentations annoncées des honoraires de supervision et des frais d'administration des prêts des institutions coopérantes, des fournitures et des services collectifs, des contrats négociés et autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les coûts, aussi bien au siège qu'à l'extérieur. Les principaux éléments pris en compte sont les suivants:

- a) sauf indication contraire, un taux d'inflation général de 2,6% a été appliqué à toutes les dépenses encourues à Rome, sur la base du taux moyen d'inflation projeté en Italie pour 2002;
- b) les augmentations de traitement des administrateurs et du personnel des services généraux ont été estimées sur la base des facteurs décrits ci-après. Toutes dépendent du Système commun des Nations Unies et ont été calculées en collaboration étroite avec



l'institution chef de file à Rome, la FAO, en tenant compte de l'effet de toutes les recommandations formulées par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI). Les barèmes changent d'une année à l'autre et les chiffres retenus au moment de l'établissement du présent document constituent la meilleure estimation des changements qui doivent intervenir officiellement au sein du Système commun des Nations Unies en 2002:

- i) une augmentation d'environ 2,5% des traitements et ajustements de poste correspondant aux avancements annuels/biennaux d'échelon et aux promotions d'une classe à une autre;
- ii) une augmentation de 2,5% au titre du coût de la vie pour le personnel des services généraux, applicable au 1<sup>er</sup> novembre 2001, et une provision supérieure pour couvrir la majoration prévue de la prime linguistique, applicable depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2000 suite à l'enquête sur les traitements;
- iii) une provision en prévision d'une augmentation de 5% du barème d'ajustement de poste pour la catégorie des administrateurs, à compter de juillet 2002, et d'une augmentation de l'ajustement de poste intervenue en juillet 2001 en raison du fait que les résultats de l'enquête intervilles de la CFPI ont été supérieurs à ce qui était prévu;
- iv) une augmentation de 3% de la rémunération considérée aux fins de la pension pour la catégorie des administrateurs, à compter de novembre 2002;
- v) une augmentation attendue de 15% des cotisations au plan d'assurance médicale et à l'assurance maladie après la cessation de service, à compter de janvier 2002;
- vi) conformément à la pratique en vigueur dans le Système commun des Nations Unies, les primes de rapatriement et les indemnités de cessation de service sont indexées sur le montant du dernier traitement perçu en service. Comme dans le passé, ces prestations sont calculées à raison de 6,5% du traitement de base net pour la catégorie des administrateurs et de 12% pour celle des services généraux, et elles sont proportionnelles aux augmentations du barème des traitements;
- vii) une augmentation pondérée d'environ 3% des tarifs aériens et de l'indemnité journalière de subsistance (IJS) applicable à Rome et dans les autres capitales; enfin
- viii) les honoraires dus aux institutions coopérantes pour la supervision et l'administration des prêts liés aux projets du FIDA, d'après les barèmes communiqués au Fonds.

**TABEAU 4: COMPARAISON ENTRE LE BUDGET EFFECTIF DE 2000 ET LES BUDGETS POUR 2001 ET 2002**  
(en milliers de USD)

	2000		2001		2002		
	Montant effectif (à 2 091,51 ITL/USD)	Dépenses prévues (à 2 160 ITL/USD)	Budget approuvé par le Conseil des gouverneurs (à 2 084 ITL/USD)	Montant révisé (à 2 160 ITL/USD)	Augmentation/ (diminution) réelle	Hausse des prix	Budget proposé (à 2 160 ITL/USD)
Réunions des organes directeurs et autres réunions officielles	1 619	1 709 <sup>17</sup>	1 722	1 679	53	129	1 861
Dépenses de personnel	24 041	26 802 <sup>17</sup>	27 256	26 711	134	1 915	28 760
Activités et études liées aux programmes <sup>18</sup>	2 211	2 066	2 085	2 066	2	44	2 112
Frais de bureau et dépenses générales	5 335	5 287	5 423	5 287	(36)	169	5 420
Autres dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses afférentes à la stratégie institutionnelle, aux grandes orientations et à la mobilisation des ressources	2 220	1 970	2 005	1 970	(68)	54	1 956
Imprévus							
a) Dépenses relatives au nouveau bâtiment du siège							
b) Dépenses imprévues		120 <sup>17</sup>	250	250	(85)		165
<b>Sous-total</b>	<b>35 426</b>	<b>37 954</b>	<b>38 741</b>	<b>37 963</b>	<b>0</b>	<b>2 311</b>	<b>40 274</b>
Dépenses ponctuelles	660	866	1 108	1 076	267	0	1 343
<b>Total</b>	<b>36 086</b>	<b>38 820</b>	<b>39 849</b>	<b>39 039</b>	<b>267</b>	<b>2 311</b>	<b>41 617</b>
Hausse extraordinaire des prix <sup>19</sup>	389	287	287	287	(88)		199
Consultation chargée d'examiner l'adéquation des ressources dont dispose le FIDA	226				468		468
<b>Total général</b>	<b>36 701</b>	<b>39 107</b>	<b>40 136</b>	<b>39 326</b>	<b>647</b>	<b>2 311</b>	<b>42 284</b>
<b>Utilisation projetée en 2002 des fonds du PTS<sup>20</sup></b>							<b>6 000</b>

*Voir tableau 5*

*Voir tableau 6*

*Voir tableau 7*

*Voir tableau 8*

*Voir tableau 9*

*Paragraphe 86*

*Paragraphe 89*

*Paragraphe 87*

<sup>17</sup> Comprend les montants qu'il est prévu de transférer du poste des imprévus.

<sup>18</sup> Antérieurement, "Dépenses d'évaluation prospective, de supervision et d'évaluation". Les rubriques relatives aux activités préalablement inscrites à ce poste figurent maintenant au tableau 10A.

<sup>19</sup> Prière de se reporter au tableau 10A et à l'annexe III pour plus de détails sur cette rubrique.

<sup>20</sup> Ce budget d'investissement avait été approuvé séparément en février 2000 à la vingt-troisième session du Conseil des gouverneurs pour financer le Programme de reconfiguration des processus qui a été rebaptisé Programme de transformation stratégique. Bien qu'il ne fasse pas partie du budget administratif annuel, il est indiqué ici par souci de transparence et de clarté.

93. On trouvera dans les pages suivantes des indications détaillées sur les différents postes budgétaires, ainsi que des explications sur les variations significatives. L'annexe IV donne une évaluation du budget administratif pour 2002, ventilée par unité organisationnelle. Ces prévisions seront réexaminées et pourraient être modifiées par la direction en 2002, en fonction de l'avancement des différents aspects du programme de transformation stratégique.

### A. Réunions des organes directeurs et autres réunions officielles

94. Le coût de la vingt-sixième session du Conseil des gouverneurs, des trois sessions du Conseil d'administration, des cinq réunions du Comité de l'évaluation et des quatre réunions du Comité de la vérification des comptes prévues en 2002 est indiqué au tableau 5. L'allocation globale proposée pour 2002 (1 861 000 USD) comprend une provision de 129 000 USD pour couvrir les variations possibles des taux de rémunération du personnel de conférence, de l'IJS à Rome et des frais de voyage. L'augmentation réelle de 53 000 USD correspond à l'augmentation nette des coûts du Conseil des gouverneurs (40 000 USD) et des besoins de traduction et d'interprétation pendant les sessions du Conseil d'administration (13 000 USD). Afin de mieux tenir compte des besoins effectifs et de limiter la nécessité ultérieure de redistribution des ressources entre sous-postes, on a revu le nombre de sous-postes ou de rubriques du tableau 5 et on les a regroupés différemment.

**TABLEAU 5: RÉUNIONS DES ORGANES DIRECTEURS ET AUTRES RÉUNIONS OFFICIELLES  
(en milliers de USD)**

	2001		2002		
	Budget (à 2 084 ITL/USD)	Budget recalculé (à 2 160 ITL/USD)	Augmentation/ (diminution) réelle	Hausse des prix	Budget proposé (à 2 160 ITL/USD)
<b>Conseil des gouverneurs</b>					
Cadres et personnel temporaire de soutien (traitements/indemnités/voyages/subsistance)	333	324	25	50	399
Communications, sécurité et autres services	60	58	0	3	61
Fournitures, imprimerie et divers	113	109	15	3	127
<b>Sous-total</b>	<b>506</b>	<b>491</b>	<b>40</b>	<b>56</b>	<b>587</b>
<b>Conseil d'administration et sous-comités</b>					
Cadres et personnel temporaire de soutien (traitements/indemnités/voyages/subsistance)	1 109	1 085	13	69	1 167
Administrateurs (voyages et subsistance)	65	63	0	2	65
Communications, sécurité et autres services	19	18	0	1	19
Fournitures, imprimerie et divers	23	22	0	1	23
<b>Sous-total</b>	<b>1 216</b>	<b>1 188</b>	<b>13</b>	<b>73</b>	<b>1 274</b>
<b>Total</b>	<b>1 722</b>	<b>1 679</b>	<b>53</b>	<b>129</b>	<b>1 861</b>

### B. Dépenses de personnel

95. On trouvera au tableau 6 le montant total des dépenses de personnel projetées pour 2002, soit 28 760 000 USD, dont 26 748 000 USD au titre des postes approuvés. L'augmentation totale de 1 915 000 USD (comme indiquée au paragraphe 91) et l'augmentation globale en termes réels de 134 000 USD sont expliquées ci-dessous. Cette dernière est due au fait qu'on a réactivé deux postes qui avaient été temporairement gelés en 2001, à une réaffectation de fonds pour couvrir les besoins de personnel temporaire au lieu de les allouer aux postes de traducteur dans le Bureau du Secrétaire (moyennant le recours accru à la traduction à distance), à la conversion d'un poste temporaire d'agent des services généraux au Bureau de l'évaluation et des études en poste mi-temps à durée déterminée, à l'ajustement fait sur la base de l'état le plus récent des postes vacants et à la réduction des frais de réinstallation et de recrutement prévue en 2002. La direction réexaminera la grille des effectifs une



fois que la conception du programme de transformation stratégique et les recommandations concernant sa mise en œuvre seront disponibles.

96. Le tableau 6A fait apparaître la répartition actuelle des postes par classe et par département, compte tenu des 23 postes à durée déterminée approuvés par le Conseil d'administration et le Conseil des gouverneurs à compter de 2001. Le tableau 6B présente séparément la répartition des effectifs actuels du FIDA par sexe selon les classes.

97. Les principaux éléments des dépenses relatives au personnel permanent pour 2002 sont les suivants:

- a) **Traitements et indemnités de poste.** En ce qui concerne les cadres, les crédits prévus pour les avancements d'échelon et l'éventuelle revalorisation du barème des traitements de base et des indemnités de poste s'élèvent au total à 596 000 USD. S'agissant du personnel des services généraux, la provision pour hausse des traitements et pour une partie des avancements biennaux d'échelon est de 357 000 USD. Ces ajustements, d'un montant total de 953 000 USD, représentent une hausse d'environ 6%. Les raisons de cette augmentation réelle sont indiquées au paragraphe 94.
- b) **Indemnités pour frais d'études et autres indemnités.** L'augmentation totale de 121 000 USD couvre principalement les hausses projetées des indemnités pour personnes à charge et des indemnités pour frais d'études, ainsi que des primes de logement pour la catégorie des cadres et le relèvement des indemnités pour personnes à charge pour les agents des services généraux (111 000 USD plus 10 000 USD).
- c) **Contributions au titre des pensions et de l'assurance maladie.** Le montant additionnel de 569 000 USD couvre une augmentation projetée de 280 000 USD pour l'assurance maladie et les indemnités, de 139 000 USD pour la couverture médicale après cessation de service et de 150 000 USD pour le relèvement de la rémunération considérée aux fins de la pension pour les cadres et les services généraux.
- d) **Congés dans les foyers.** Le crédit proposé pour 2002 comprend une hausse de 10 000 USD des tarifs de transport aérien pour les congés dans les foyers.
- e) **Primes de rapatriement et indemnités de cessation de service.** Ce montant correspond à une augmentation globale du barème des traitements pour les cadres (42 000 USD) et les agents des services généraux (149 000 USD).
- f) **Réinstallation et recrutement.** Les frais de recrutement et de réinstallation ont été diminués de 153 000 USD en raison des tendances observées en matière de vacances de poste et de cessation de service. La hausse de 5 000 USD correspond à l'inflation des frais de déplacement pour les entretiens et le recrutement des cadres.
- g) **Personnel temporaire à engagement de courte durée.** L'augmentation réelle de 180 000 USD porte essentiellement sur le transfert de crédits destinés aux traducteurs temporaires, comme mentionné au paragraphe 94. Compte tenu d'une hausse des prix de 40 000 USD, le montant total de ce poste budgétaire est de 1 337 000 USD.
- h) **Heures supplémentaires.** Les crédits prévus à ce poste pour 2001 ont été majorés de 20 000 USD et, compte tenu d'une hausse des prix de 15 000 USD, l'allocation proposée est maintenant de 248 000 USD pour 2002. Il convient de noter que des heures supplémentaires peuvent aussi être financées par d'autres postes budgétaires et par le MFDP.



- i) **Formation.** Le programme de formation et de perfectionnement du personnel de 2002 adoptera une approche participative, associant les intéressés au processus de formation et mettant à profit leur expérience pour promouvoir l'échange de connaissances. L'objectif est de créer un véritable environnement d'apprentissage en donnant aux membres du personnel accès à des possibilités de formation continue. Les besoins en matière de perfectionnement du personnel sont déterminés sur la base des programmes de travail et budgets soumis par chaque division, lesquels sont systématiquement fondés sur le système d'évaluation des performances individuelles. Les formations prévues en 2002 sont les suivantes: formation à la gestion et à la supervision des programmes, gestion de projets, sensibilisation à la problématique hommes-femmes, administration des prêts, compétences d'organisation et divers ateliers de formation à la communication (facilitation, présentation d'exposés, négociation, aptitude à écouter et formuler les réactions, aptitude à prendre la parole en public). Les cours de rédaction à caractère professionnel en anglais et les cours de langues restent inscrits au programme de formation du FIDA.

Ces dernières années, le Fonds a intensifié ses efforts de formation en introduisant des sessions répondant spécifiquement à ses besoins (formation destinée aux assistants de programme, ateliers de division et programmes d'orientation). En 2002, la formation sera assurée dans le cadre d'ateliers, tant internes qu'externes, en faisant appel, au besoin, à des consultants. Les besoins de formation technique spécifique seront couverts par des cours externes. On continuera de verser des subventions à la formation aux membres du personnel qui choisissent de suivre, sur leur temps libre, des études ou des cours universitaires ayant trait au travail du FIDA. Le Fonds a commencé à apporter un soutien à l'École des cadres des Nations Unies dans ses efforts pour coordonner la formation du personnel de l'ensemble du système.

**TABEAU 6: DÉPENSES DE PERSONNEL**  
(en milliers de USD)

	2001		2002			Cadres	Services généraux	Applicable à la fois aux cadres et services généraux
	Budget (à 2 084 ITL/USD)	Budget recalculé (à 2 160 ITL/USD)	Augmentation/ (diminution) réelle	Hausse des prix	Budget proposé (à 2 160 ITL/USD)			
Traitements et indemnités de poste	15 992	15 646	87	953	16 686	10 303	6 351	32 <sup>21</sup>
Indemnités pour frais d'études et autres indemnités	1 676	1 614		121	1 735	1 569	166	
Contributions au titre des pensions et de l'assurance maladie	5 640	5 578		569	6 147	3 547	1 810	790 <sup>22</sup>
Congés dans les foyers	274	265		10	275	275		
Primes de rapatriement et indemnités pour cessation de service	1 505	1 480		191	1 671	850	821	
Frais de réinstallation et de recrutement	391	382	(153)	5	234	234		
<b>Personnel ordinaire</b>	<b>25 478</b>	<b>24 965</b>	<b>(66)</b>	<b>1 849</b>	<b>26 748</b>	<b>16 778</b>	<b>9 148</b>	<b>822</b>
Personnel temporaire à engagement de courte durée	1 138	1 117	180	40	1 337	826	511	
Heures supplémentaires	221	213	20	15	248		248	
Formation	419	416		11	427			427
<b>Total</b>	<b>27 256</b>	<b>26 711</b>	<b>134</b>	<b>1 915</b>	<b>28 760</b>	<b>17 604</b>	<b>9 907</b>	<b>1 249</b>

<sup>21</sup> Provision pour primes de mérite.

<sup>22</sup> Projection du montant nécessaire pour l'assurance-maladie après cessation de service et les frais médicaux facturés par la FAO.

TABLEAU 6A: EFFECTIFS AU 8 NOVEMBRE 2001<sup>23</sup>

	Cadres et fonctionnaires de rang supérieur							Personnel de soutien
	PA	D-2	D-1	P-5	P-4	P-2/3	Total	Total
<b>Cabinet du Président (OP)</b>								
Cabinet du Président		1			1		2	3
Vérification interne des comptes				1	1	1	3	1
Bureau de l'évaluation et des études			1	3	3		7	7
Bureau du Conseiller juridique général			1	2	2		5	4
<b>Total OP</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>17</b>	<b>15</b>
<b>Bureau du Vice-Président (VP)</b>								
Bureau du Vice-Président								1
Bureau du Contrôleur		1		4	2	1	8	26,5
Trésorerie			1		1	3	5	7
<b>Total VP</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>13</b>	<b>34,5</b>
<b>Département gestion des programmes (PD)</b>								
Bureau du Président adjoint	1			2	2	1	6	3
Division Afrique I			1	6	3		10	8
Division Afrique II			1	7	1	1	10	7
Division Asie et Pacifique			1	8			9	7
Division Amérique latine et Caraïbes		1		6	1		8	7
Division Proche-Orient et Afrique du Nord			1	6		1	8	6
Division consultative technique			1	7			8	6
<b>Total PD</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>42</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>59</b>	<b>44</b>
<b>Département politique économique et stratégie de mobilisation des ressources (ED)</b>								
Bureau du Président adjoint	1		1	4	5		11	10
<b>Total ED</b>	<b>1</b>		<b>1</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>10</b>
<b>Département management et services du personnel (MD)</b>								
Bureau du Président adjoint	1						1	1
Services administratifs et du protocole				1	1	2	4	23,5
Systèmes de gestion informatisée			1	1	4	3	9	17,5
Bureau du Secrétaire du FIDA			1	1	8	3	13	27,5
Division du Personnel			1	2	1	1	5	8
<b>Total MD</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>14</b>	<b>9</b>	<b>32</b>	<b>77,5</b>
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>12</b>	<b>61</b>	<b>36</b>	<b>17</b>	<b>132</b>	<b>181</b>

<sup>23</sup> Non compris les postes du Président et du Vice-Président.

**TABEAU 6B: RÉPARTITION PAR SEXE DES EFFECTIFS DU PERSONNEL DU FIDA  
ÉMARGEANT AU PROGRAMME ORDINAIRE  
(au 31 octobre 2001)<sup>24</sup>**

	Cadres et fonctionnaires de rang supérieur	% des cadres	Personnel des services généraux	% du personnel des services généraux
Femmes	35	30,7	143	81,2
Hommes	79	69,3	33	18,8
<b>Total<sup>25</sup></b>	<b>114</b>	<b>100,0</b>	<b>176</b>	<b>100,0</b>

	Cadres et fonctionnaires de rang supérieur - à partir de la classe P-5 (59,6%)	% à partir de la classe P-5 (68 fonctionnaires)	% du total des cadres (114 fonctionnaires)
Femmes	12	17,6	10,5
Hommes	56	82,4	49,1
<b>Total</b>	<b>68</b>	<b>100,0</b>	<b>59,6</b>

### C. Activités liées aux programmes et études

98. Le tableau 7 donne des précisions sur le montant total projeté de 2 112 000 USD au titre de ces postes budgétaires pour l'exercice 2002. On constatera que la présentation de ce tableau a été modifiée par rapport aux années antérieures du fait que les coûts liés à l'évaluation prospective et à la supervision sont désormais imputés sur le Mécanisme de financement du développement des programmes. Ces coûts apparaissent maintenant dans le tableau 10A.

99. **Audits des prêts et dons dus à l'initiative du FIDA.** L'allocation proposée, qui se monte à 26 000 USD, continuera d'être utilisée par le Bureau de vérification interne des comptes pour financer en 2002 son programme d'audit des dons, en mettant l'accent sur ceux qui ne sont pas vérifiés par le commissaire aux comptes, et pour couvrir les coûts de déplacements sur le terrain dans le cadre de vérifications spéciales de prêts dus à l'initiative du FIDA.

100. **Gestion des savoirs.** L'allocation de 2001 est maintenue et, compte tenu des hausses de prix, représente 102 000 USD pour 2002. Ces crédits continueront d'être employés par le Département gestion des programmes pour financer des groupes thématiques.

101. **Évaluation et études.** L'allocation prévue sous cette rubrique répond à l'objectif global du Fonds, qui est d'accroître l'efficacité de ses activités de lutte contre la pauvreté rurale, tout particulièrement dans l'optique des priorités définies dans son cinquième Plan d'action (2000-2002). Les travaux d'évaluation contribueront à cette tâche en générant et en communiquant des connaissances, au moyen de différents types d'évaluation, notamment les évaluations de programmes de pays, les évaluations de projets et les évaluations thématiques. La mise au point et l'utilisation d'un cadre et d'une méthode améliorés pour les études d'impact sera un des aspects importants du travail d'évaluation du FIDA en 2002. La structure des crédits affectés à l'évaluation et aux études a été modifiée et approuvée par le Comité de l'évaluation à sa vingt-huitième session.

<sup>24</sup> Non compris les postes du Président et du Vice-Président.

<sup>25</sup> Ce chiffre comprend uniquement les personnels actuellement en activité.

**TABLEAU 7: ACTIVITÉS LIÉES AUX PROGRAMMES ET ÉTUDES<sup>26</sup>**  
(en milliers de USD)

	2001		2002		
	Budget (à 2 084 ITL/USD)	Budget recalculé (à 2 160 ITL/USD)	Augmentation/ (diminution) réelle	Hausse des prix	Budget proposé (à 2 160 ITL/USD)
<b>Stratégie et dépenses connexes</b>	<b>67</b>	<b>66</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>68</b>
Élaboration de stratégies	67	66	0	2	68
<b>Audits de projets et dépenses connexes</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>26</b>
Audits de prêts et dons dus à l'initiative du FIDA	25	25	0	1	26
<b>Gestion des savoirs</b>	<b>100</b>	<b>99</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>102</b>
<b>Évaluation et études<sup>27</sup></b>	<b>1 893</b>	<b>1 876</b>	<b>2</b>	<b>38</b>	<b>1 916</b>
Évaluations de projets	722	716	(122)	12	606
Évaluations de programmes de pays	437	433	(38)	8	403
Évaluations thématiques et stratégiques	549	544	(50)	10	504
Ateliers, formation et autres activités d'évaluation	185	183	212	8	403
<b>Total</b>	<b>2 085</b>	<b>2 066</b>	<b>2</b>	<b>44</b>	<b>2 112</b>

#### D. Frais de bureau et dépenses générales

102. Le tableau 8 donne des précisions sur le montant de 5 420 000 USD qu'il est proposé d'allouer en 2002 pour financer les dépenses du siège, les services professionnels et les dépenses diverses.

103. **Dépenses du siège.** Cette rubrique couvre les frais de fonctionnement des locaux du siège (bâtiments A et B), ainsi que le matériel de bureau et les fournitures administratives. Pour 2002, le montant qu'il est proposé d'allouer est de 4 168 000 USD, ce qui correspond à une augmentation globale en termes réels de 8 000 USD. Des données plus détaillées sont présentées dans les paragraphes qui suivent.

- a) **Services de sécurité et de gardiennage.** L'allocation proposée pour 2002 couvre le montant du contrat relatif aux services de sécurité et l'assistance technique pour les systèmes de sécurité du siège (bâtiments A et B). Le montant proposé est de 433 000 USD, ce qui correspond à une augmentation en termes réels de 24 000 USD, nécessaire pour financer le contrat de sécurité pour un an des deux bâtiments.
- b) **Communications.** En comparaison avec 2001, la présentation a été modifiée et le montant de 441 000 USD correspondant aux télécommunications a été porté sur la rubrique f) services informatiques et télématiques (voir ci-après). Pour 2002, le montant alloué de 58 000 USD couvrira les frais de poste et de courrier express. Par rapport à 2001, il y a une légère augmentation de 5 000 USD. La grande majorité des expéditions du FIDA sont destinées à l'étranger et, comme les services de valise diplomatique de la

<sup>26</sup> Se reporter au tableau 10A pour les activités inscrites jusqu'en 2001 sous cette rubrique.

<sup>27</sup> Comme en a déjà été informé le Comité de l'évaluation, les activités menées au titre de l'évaluation et des études ont été reformulées selon les dénominations indiquées ici.

FAO sont limités et coûteux, il n’y a pas d’autre solution que de faire appel aux grandes sociétés de courrier international express. Ces deux dernières années, on a considérablement augmenté le recours à ces services car ils sont considérés comme le moyen le plus fiable d’acheminer du courrier.

**TABLEAU 8: FRAIS DE BUREAU ET DÉPENSES GÉNÉRALES  
(en milliers de USD)**

	2001		2002		
	Budget (à 2 084 ITL/USD)	Budget recalculé (à 2 160 ITL/USD)	Augmentation/ (diminution) réelle	Hausse des prix	Budget proposé (à 2 160 ITL/USD)
<b>Dépenses du siège</b>					
Services de sécurité et de gardiennage	413	398	24	11	433
Communications <sup>28</sup>	510	52	5	1	58
Services collectifs et locaux	1 224	1 181	(46)	32	1 167
Fournitures et imprimerie	401	387	0	41	428
Matériel de bureau et entretien	172	166	17	5	188
Services informatiques et télématiques <sup>29</sup>	1 280	1 700	0	44	1 744
Autres	143	138	8	4	150
<b>Sous-total</b>	<b>4 143</b>	<b>4 022</b>	<b>8</b>	<b>138</b>	<b>4 168</b>
<b>Services professionnels</b>					
Honoraires et frais du commissaire aux comptes	89	86	0	2	88
Services financiers	116	113	1	3	117
Traducteurs (extérieurs)	20	19	1	1	21
Services juridiques	23	22	0	1	23
Bâtiment - services de soutien technique	19	18	0	0	18
Services d'audit spécialisés	53	53	0	1	54
Comité de surveillance	30	30	(30)	0	0
Consultants –maintenance des systèmes de gestion informatisée (SGI)	379	377	0	10	387
Assurance risques divers	50	50	5	1	56
<b>Sous-total</b>	<b>779</b>	<b>768</b>	<b>(23)</b>	<b>19</b>	<b>764</b>
<b>Divers</b>					
Frais de représentation	44	42	1	1	44
Bibliothèque, livres et périodiques	82	81	3	2	86
Liaison avec l'ONU	341	341	(25)	8	324
Autres	34	33	0	1	34
<b>Sous-total</b>	<b>501</b>	<b>497</b>	<b>(21)</b>	<b>12</b>	<b>488</b>
<b>Total</b>	<b>5 423</b>	<b>5 287</b>	<b>(36)</b>	<b>169</b>	<b>5 420</b>

c) **Services collectifs et locaux.** Cette rubrique couvre les dépenses correspondant à l’utilisation et à l’entretien des bâtiments, aux services d’entretien et de nettoyage, au

<sup>28</sup> Comprenait précédemment les télécommunications (441 000 USD) qui figurent maintenant à la rubrique “services informatiques et télématiques”.

<sup>29</sup> Antérieurement “services informatiques”. Comprend maintenant le montant de 441 000 USD correspondant aux télécommunications, comme indiqué à la note précédente.



fonctionnement des installations techniques, y compris le chauffage et la climatisation, aux matériaux de construction, aux charges de copropriété du bâtiment 2 du FIDA et aux travaux d'aménagement des locaux qui ne sont pas financés par le gouvernement hôte. L'allocation de 1 167 000 USD proposée pour 2002 représente une diminution de 46 000 USD.

- d) **Fournitures et imprimerie.** Cette rubrique couvre le fonctionnement de l'atelier d'imprimerie et les frais connexes d'entretien du matériel, ainsi que la reproduction des documents, les fournitures de bureau et la papeterie. Il est proposé de maintenir l'allocation de 2001, soit 428 000 USD, mais avec un ajustement pour hausse des prix plus important pour couvrir l'augmentation du coût du papier et des fournitures de bureau.
- e) **Matériel de bureau et entretien.** L'allocation de 188 000 USD proposée pour 2002, couvre l'achat, le remplacement et l'entretien du matériel de bureau pour le siège, y compris les véhicules, coffres-forts, matériel audiovisuel et mobilier de bureau ordinaire. Par rapport à 2001, il y a une légère augmentation, de 17 000 USD, due aux équipements supplémentaires qui exigent des opérations de maintenance accrues, ainsi qu'à la sous-traitance des activités de microfilmage non financées par le gouvernement hôte.
- f) **Services informatiques et télématiques.** Le tableau 8A indique quelles sont les principales rubriques de ce poste. Comme il est indiqué à l'alinéa b) ci-dessus, tous les crédits relatifs aux télécommunications (441 000 USD au total) sont maintenant regroupés sous ce poste. Le montant proposé pour 2002, chiffré à 1 744 000 USD, représente une croissance réelle nulle. On escompte que cette allocation globale permettra d'assurer l'exploitation et l'entretien du matériel informatique existant et de financer le minimum nécessaire en matière de développement des systèmes et d'appui, car les grosses dépenses de modernisation du système informatique et les grands projets d'applications doivent être financés par le Programme de transformation stratégique. La plupart des montants figurant sous cette rubrique sont en grande partie préengagés en vertu de contrats et d'accords de services ou du niveau de consommation.

**TABLEAU 8A: SERVICES INFORMATIQUES ET TÉLÉMATIQUES**  
(en milliers de USD)

	<b>Budget 2001</b>	<b>Budget 2002</b>
Exploitation et soutien de l'infrastructure technique du FIDA pour assurer la continuité et la fiabilité du réseau et des services informatiques	697	724
Appui aux utilisateurs finals pour l'emploi des applications courantes (par Hotline) et formation à divers niveaux	146	144
Maintenance des systèmes utilisés à l'échelle de l'organisation et appui pour ces systèmes	215	221
Services contractuels pour les applications sur ordinateur central, liaison avec Internet	318	394
Factures de télécommunications (téléphonie et télécopie)	324	261
<b>Total</b>	<b>1 700</b>	<b>1 744</b>



- g) **Divers.** Ce poste, qui couvre les primes d'assurance du siège, le remplacement et l'entretien de l'équipement de la cafétéria, les fournitures médicales et des services divers, ainsi que le nouveau contrat de fourniture de services de restauration, prévoit une augmentation en termes réels de 8 000 USD, due à la prime d'assurance du bâtiment A et à l'offre de services de restauration additionnels, et devrait donc se monter à 150 000 USD pour 2002.

104. **Services professionnels.** Le montant proposé pour cette rubrique en 2002 est de 764 000 USD, ce qui correspond à une diminution globale nette de 23 000 USD.

- a) **Honoraires et frais du commissaire aux comptes.** Les honoraires et frais du commissaire aux comptes ont été maintenus au même montant qu'en 2001.
- b) **Services financiers.** Cette rubrique couvre habituellement les dépenses engagées par la Trésorerie pour l'abonnement à un service d'information en ligne sur les marchés financiers, à une agence de notation financière, à des publications et à des services professionnels. Le montant proposé de 117 000 USD comporte une légère augmentation de 1 000 USD.
- c) **Traducteurs (extérieurs).** Tous les services de traduction requis dans les langues officielles du Fonds sont normalement assurés en interne par le Bureau du Secrétaire. Les besoins de traduction supplémentaires que la capacité interne ne permet pas de satisfaire nécessitent une provision légèrement augmentée, de 21 000 USD pour 2002.
- d) **Services juridiques.** Le montant de 23 000 USD proposé pour 2002 doit couvrir le coût de divers services juridiques, notamment un arrangement contractuel avec un cabinet juridique local chargé de donner des avis au FIDA sur les aspects juridiques de ses activités en Italie: contrats commerciaux, privilèges et immunités des fonctionnaires, statut juridique du Fonds au regard de l'accord de siège, procédures du Gouvernement italien et procédures juridiques italiennes.
- e) **Bâtiment - services de soutien technique.** Un accord-cadre a été conclu avec un bureau d'architecte conseil pour obtenir des avis sur les questions techniques intéressant les bâtiments provisoires du siège et le bâtiment A ainsi que sur les projets techniques d'amélioration des locaux, et apporter une aide dans les rapports avec les services techniques italiens. L'allocation proposée pour 2002, qui se monte à 18 000 USD, est inchangée par rapport à l'année précédente.
- f) **Services d'audit spécialisés.** L'allocation proposée pour 2002 est de 54 000 USD, sans changement par rapport à 2001. On prévoit de devoir faire appel à des services de spécialistes dans les domaines de l'informatique, des placements et pour d'autres questions pour lesquelles il pourra être nécessaire de recourir à des compétences externes pour renforcer l'efficacité des audits.
- g) **Comité de surveillance.** Pour 2002, aucun crédit n'est prévu, étant entendu qu'on opérera des transferts entre rubriques au cas où il faudrait financer certaines activités d'enquête.
- h) **Consultants – maintenance des systèmes de gestion informatisée (SGI).** Comme en 2001, il sera nécessaire de faire appel à des spécialistes professionnels disponibles en permanence pour la coordination de la Hotline, le service d'aide aux utilisateurs, ainsi que pour le soutien technique et la maintenance des systèmes à l'échelle de l'institution. En outre, on prévoit quelques améliorations fonctionnelles en 2002 du système de gestion des congés, du système de gestion des contrats, du système de gestion des



réunions (anciennement Ciao), du système de gestion des placements et la modernisation et l'intégration des services de messagerie. Comme nous l'avons indiqué plus haut, la mise au point des grands systèmes financés par le Programme de transformation stratégique ne figure pas dans cette rubrique.

- i) **Assurance risques divers.** Une nouvelle allocation a été demandée en 2001 pour contracter une assurance contre les pertes financières dues à des risques divers, notamment: délit, fraude, falsification, vol ou tout autre sinistre survenant dans les locaux du FIDA, pertes ou dommages subis par des biens du FIDA en cours de transport, délit ou fraude informatique, virus informatique et responsabilité civile. Le montant proposé pour 2002 s'établit à 56 000 USD, ce qui comporte une augmentation de 5 000 USD en termes réels, pour prendre en compte la totalité des dépenses en 2002 par rapport à l'année 2001 couverte en partie seulement, ainsi qu'une majoration de 1 000 USD au titre de la hausse des prix.

#### 105. Divers.

- a) **Frais de représentation.** Le montant de 44 000 USD proposé pour 2002 représente une légère augmentation de 1 000 USD et couvre une hausse des prix de 1 000 USD.
- b) **Bibliothèque, livres et périodiques.** L'allocation de 86 000 USD proposée pour 2002 correspond à une augmentation en termes réels de 3 000 USD et à une hausse des prix de 2 000 USD.
- c) **Liaison avec l'ONU.** Le montant proposé pour 2002 est en baisse de 25 000 USD grâce à diverses mesures de rationalisation.
- d) **Divers.** Le montant de l'allocation reste inchangé par rapport à 2001 soit 34 000 USD, avec un montant de 1 000 USD pour hausse des prix.

#### **E. Autres dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses afférentes à la stratégie institutionnelle, aux grandes orientations et à la mobilisation de ressources**

106. Ce poste budgétaire fait l'objet d'une présentation détaillée au tableau 9 et regroupe les rubriques décrites ci-après:

**TABLEAU 9: AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT, Y COMPRIS LES DÉPENSES AFFÉRENTES À LA STRATÉGIE INSTITUTIONNELLE, AUX GRANDES ORIENTATIONS ET À LA MOBILISATION DE RESSOURCES**  
(en milliers de USD)

	2001		2002		
	Budget (à 2 084 ITL/USD)	Budget recalculé (à 2 160 ITL/USD)	Augmentation/ (diminution) réelle	Hausse des prix	Budget proposé (à 2 160 ITL/USD)
Voyages officiels	1 167	1 148	34	35	1 217
Études spéciales	127	126	(20)	3	109
Médias, communications et réseaux	274	271	(74)	5	202
Rapport annuel	105	101	(19)	2	84
Publications	204	197	(21)	5	181
Contributions à des comités des Nations Unies et autres comités	97	97	23	3	123
Participation à des réunions et accueil de réunions	31	30	9	1	40
<b>Total</b>	<b>2 005</b>	<b>1 970</b>	<b>(68)</b>	<b>54</b>	<b>1 956</b>

107. **Voyages officiels.** Cette rubrique correspond aux voyages du personnel de toutes les divisions, à l'exclusion toutefois des voyages destinés expressément à l'élaboration et à la supervision des projets (471 000 USD en 2001), qui seront financés séparément par le MFDP en 2002. Le montant global proposé pour 2002 – 1 217 000 USD – comprend une hausse en termes réels de 34 000 USD, motivée principalement par des missions sur le terrain liées aux activités d'évaluation. On a aussi prévu une hausse des prix estimative de 35 000 USD.

108. **Études spéciales.** Cette allocation couvrira les études spéciales concernant certaines activités, certains thèmes et diverses normes opérationnelles. Le Bureau de l'évaluation et des études a réduit de 20 000 USD le montant proposé pour 2002 afin de compenser l'augmentation des missions mentionnée au paragraphe 106.

109. **Médias, communications et réseaux.** Il est prévu de mettre sur pied une campagne de communication et de promotion portant sur des activités générales et des activités spécifiques aux différents pays, et de suivre le processus habituel de facilitation adopté pour les réunions de la consultation, en concourant à l'analyse des politiques et à l'analyse financière, ainsi qu'à la gestion des relations avec les membres. En 2002, le FIDA devrait avoir progressé dans la définition de sa méthode d'évaluation de l'impact de ses initiatives de réduction de la pauvreté et de leur contribution à la réalisation des objectifs internationaux de développement. Le programme de plaidoyer et de communication du Département politique économique et stratégie de mobilisation de ressources appuiera la réalisation de l'objectif institutionnel du FIDA consistant à faire connaître l'efficacité de son travail et ce qu'il a appris des principales parties prenantes. La diffusion des données sur l'impact, en étroite coordination avec d'autres services du FIDA, sera essentielle pour assurer la réussite du processus de consultation sur la sixième reconstitution. Le montant proposé pour 2002 est de 202 000 USD, soit une réduction en termes réels de 74 000 USD.

110. **Rapport annuel.** L'allocation proposée pour 2002 s'établit à 84 000 USD, ce qui correspond à une diminution en termes réels de 19 000 USD et une hausse des prix de 2 000 USD.

111. **Publications.** Les publications contribuent à faire connaître les réalisations du Fonds. Le montant proposé pour 2002, soit 181 000 USD, a été réduit de 21 000 USD par rapport à 2001 en raison des économies attendues de la reconfiguration de ce processus.

112. **Contributions à des comités des Nations Unies et autres.** Le FIDA continuera de contribuer aux budgets de certains comités des Nations Unies. En 2002, il appuiera en outre l'École des cadres des Nations Unies et le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité (UNSECOORD). L'apport du FIDA, chiffré à 123 000 USD, est ventilé comme suit:

	<b>Proposé 2002 (en USD)</b>
CFPI/Comité consultatif pour les questions administratives	43 000
Service de liaison avec les organisations non gouvernementales	21 000
École des cadres des Nations Unies	12 000
UNSECOORD	12 000
Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux opérations	8 000
Sous-comité de la nutrition/CAC	27 000
<b>Total</b>	<b>123 000</b>

113. **Participation à des réunions et accueil de réunions.** En 2002, le FIDA continuera d'appuyer des activités de développement de partenariats qui sont prévues et des services de conférence. Comme ces activités devraient augmenter, le montant proposé se chiffre à 40 000 USD, ce qui représente une augmentation en termes réels de 9 000 USD.

## **VIII. MÉCANISME DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DES PROGRAMMES**

114. Le Conseil d'administration à sa soixante et onzième session et le Conseil des gouverneurs à sa vingt-quatrième session, tenues respectivement en décembre 2000 et en février 2001, ont adopté la mesure consistant à regrouper dans une seule rubrique – le Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP) – toutes les ressources provenant du budget administratif et du programme de travail qui ont un rapport direct avec le développement des programmes, de la conception jusqu'à l'exécution (à l'exclusion des dépenses de personnel). Cette modification n'entraînait aucune augmentation ou diminution du budget global, c'est-à-dire que le regroupement ne se traduit pas par une augmentation des ressources disponibles pour l'élaboration des projets. L'expression « développement des programmes » désigne actuellement le cycle des projets uniquement, mais la transformation stratégique tiendra compte des objectifs visant à renforcer et redéfinir le contrôle des ressources et la délégation de leur gestion. En conséquence, à l'avenir le MFDP pourrait englober d'autres ressources nécessaires pour financer de nouveaux instruments de lutte contre la pauvreté rurale, tels que le plaidoyer, ainsi que des activités additionnelles destinées à accroître l'impact de l'exécution des programmes. Les détails de toute nouvelle proposition seront soumis au Conseil d'administration pour examen.

115. En réponse aux préoccupations exprimées par le Conseil en ce qui concerne la nécessité de disposer de systèmes de contrôle fiables dans le cadre du Programme de transformation stratégique, le FIDA a commencé, en 2001, à élaborer des directives, règles et procédures détaillées pour les systèmes d'appui informatique, de suivi et d'évaluation du MFDP. Ainsi, on mettra au point en 2002 des systèmes d'appui informatique qui contribueront à la réalisation des objectifs du FIDA par le biais

de l'outil de gestion que constitue le MFDP. Ces objectifs sont les suivants: amélioration de la planification des programmes, planification de l'utilisation des ressources et exécution plus transparentes, renforcement de l'effet de levier des fonds supplémentaires, affinement du suivi et du contrôle, obligation plus claire de rendre compte des résultats, et gains d'efficacité ou économies résultant d'une plus grande souplesse dans l'emploi des ressources.

116. Le tableau 10 ci-après permet de comparer les programmes de travail et budgets de 2001 et 2002 et montre comment les crédits affectés au MFDP pour 2002 (26 745 000 USD) ont été dégagés sans modification de l'enveloppe globale.

**TABLEAU 10: RÉCAPITULATION COMPARATIVE DU PROGRAMME DE TRAVAIL, DU MFDP ET DU BUDGET ADMINISTRATIF**  
(en millions de USD)

	Montant approuvé 2001	Montant proposé pour 2002	
<b>A. Programme de prêts</b>	365,1	416,2	<i>Voir annexe II</i>
<b>B. Nouveau programme de dons</b> (excluant les postes inscrits au préalable à la rubrique dons et maintenant transférés au MFDP)	16,1	20,7 <sup>30</sup>	<i>Voir tableau 3B</i>
MFDP – préalablement inscrit au programme de dons	12,8	13,1 <sup>29</sup>	
<b>C. Programme de dons classique</b>	28,9	33,8 <sup>29</sup>	<i>Voir tableau 3A</i>
<b>MFDP</b>	26,0	26,7 <sup>29</sup>	<i>Voir tableau 10A</i>
Comprenant les postes figurant auparavant au programme de dons et maintenant transférés au MFDP. Maintenu au niveau de 2001 mais ajusté pour inflation de 2%	12,8	13,10	
Moins: ajustement pour les temporaires employés de longue date figurant préalablement sur le programme de dons – FEP maintenant transféré sur le budget administratif	(0,3)	(0,3)	
Comprenant les postes précédemment inscrits sur le budget administratif maintenant transférés sur le MFDP. Maintenu au niveau de 2001 avec hausse des prix	13,5	13,9	
<b>Budget classique comprenant les postes figurant auparavant sur le budget administratif maintenant transférés sur le MFDP</b>	53,6	55,9	
Postes figurant auparavant sur le budget administratif maintenant transférés sur le MFDP	13,5	13,9	
<b>Sous-total budget administratif réduit</b>	40,1	42,3	<i>Voir tableau 4</i>
<b>A.+C. ENSEMBLE DU PROGRAMME DE TRAVAIL CLASSIQUE</b>	394,0	450,0	
<b>A.+B. ENSEMBLE DU NOUVEAU PROGRAMME DE TRAVAIL</b>	381,2	437,2	

117. On trouvera au tableau 10A des précisions sur les besoins actuellement projetés au titre de ce total. Ces données seront examinées par la direction pendant l'année 2002 et il sera peut-être nécessaire de procéder à des réaffectations en fonction de l'évolution des besoins stratégiques. La direction informera le Conseil d'administration si le niveau des ressources disponibles permet d'augmenter le programme de prêts. Il pourrait être nécessaire dans ce cas d'accroître les crédits alloués au MFDP pour faire face à l'augmentation des opérations de prêt.

<sup>30</sup> La direction pourrait réviser ce chiffre en cas d'ajustement du programme de prêts.

**TABLE 10A: MÉCANISME DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DES PROGRAMMES (MFDP)  
(en milliers de USD)**

	Montant alloué en 2001	Réaffectations	Hausse des prix	Montant proposé pour 2002
<b>Élaboration de nouveaux projets/programmes</b>	<b>12 712</b>	<b>(487)</b>	<b>357</b>	<b>12 582</b>
FEP y compris exposés des options et stratégies d'intervention par pays, admission, formulation	7 294	(393)	207	7 108
Examen des portefeuilles de pays	430	(70)	11	371
Élaboration de stratégies	505	90	18	613
Conception et élaboration de dons	600	(11)	7	596
Audit d'environnement	400	(150)	8	258
Évaluation prospective <sup>31</sup>	1 733	47	53	1 833
Mécanisme spécial d'intervention	1 750	0	53	1 803
<b>Portefeuille de projets en cours</b>	<b>11 637</b>	<b>466</b>	<b>409</b>	<b>12 512</b>
Institutions coopérantes <sup>30 32</sup>	8 220	(49)	245	8 416
Supervision directe <sup>30</sup>	602	(41)	17	578
Suivi exercé par le FIDA <sup>30</sup>	1 119	320	60	1 499
Supervision de dons d'assistance technique <sup>30</sup>	196	146	42	384
Supervision de dons PCE/ONG <sup>30</sup>	0	100	0	100
Exécution accélérée des projets et autres mesures d'appui à l'exécution des projets	1 500	(10)	45	1 535
<b>Voyages du personnel</b>	<b>1 583</b>	<b>21</b>	<b>47</b>	<b>1 651</b>
Voyages relatifs à la supervision directe <sup>30</sup>	113	0	3	116
Voyages précédemment relatifs à l'évaluation prospective et à la supervision <sup>30</sup>	999	9	30	1 038
Voyages relatifs au MFDP (précédemment part des voyages officiels) <sup>30</sup>	471	12	14	497
<b>Total</b>	<b>25 932</b>	<b>0</b>	<b>813</b>	<b>26 745</b>

<sup>31</sup> Ces postes faisaient précédemment partie du budget administratif (et figuraient habituellement au tableau 4) sauf pour la nouvelle activité ajoutée en 2002 relative à la "supervision de dons PCE/ONG".

<sup>32</sup> Ne comprend pas la hausse exceptionnelle des prix (199 000 USD) facturée en 2002 par la Banque mondiale, qui reste indiquée séparément au tableau 4.



## IX. RECOMMANDATION

118. Conformément à la section 10 de l'article 6 de l'Accord portant création du FIDA et à l'article VI du Règlement financier, il est recommandé:

- a) que le Conseil d'administration approuve un montant de 354,5 millions de DTS (450 millions de USD) pour le programme de travail de 2002, sur la base de la présentation traditionnelle qui comporte les éléments suivants: un programme de prêts de 327,9 millions de DTS (416,2 millions de USD) et un programme brut de dons d'assistance technique de 26,6 millions de DTS (33,8 millions de USD), constitué du montant transféré au MFDP (équivalent à 13,1 millions de USD) et d'un programme net de dons, d'un montant de 16,3 millions de DTS (20,7 millions de USD). Vu ce qui précède, il est proposé que le montant du programme de travail pour 2002 soit établi à 450 millions de USD en valeur nominale. Les éléments critiques pris en considération pour décider s'il y a lieu d'ajuster le programme de travail seront le produit des placements et les critères régissant l'utilisation du PEA en 2002, compte tenu du plafond global qui en limite le recours aux rentrées de fonds sur trois ans;
- b) que le Conseil d'administration autorise le Président à présenter, pour approbation, à la vingt-cinquième session du Conseil des gouverneurs, le budget administratif pour 2002, d'un montant total de 42,3 millions de USD, y compris la provision pour imprévus (mais non compris les montants transférés au MFDP conformément à l'alinéa c) ci-après);
- c) que le Conseil d'administration approuve le montant de 26,7 millions de USD alloué au MFDP pour 2002, correspondant à 13,1 millions de USD qui étaient auparavant inclus dans le programme brut de dons et 13,6 millions de USD qui apparaissaient auparavant dans le budget administratif. Ce montant sera réexaminé au cours de l'année 2002 en fonction du niveau du programme de prêts.

119. Il est en outre recommandé, comme stipulé à l'article VI.3 du Règlement financier, que le Conseil d'administration délègue au Président le pouvoir de procéder à des virements de crédits entre catégories budgétaires, à condition que les montants en cause ne dépassent pas 10% des crédits approuvés pour chaque catégorie.

**ANNEXE I**

<b>PROGRAMME MANAGEMENT DEPARTMENT</b>		
<b>WORK PROGRAMME BY NUMBER OF OPERATIONS FOR PROJECT CYCLE</b>		
	<b>2002 Proposed (Number)</b>	<b>%</b>
<b>New project/Project Development Fund<sup>1 2 3</sup></b>		
Africa I	5.50	19.2
Africa II	6.00	20.9
Asia and the Pacific	6.00	20.9
Latin America and the Caribbean	5.10	17.8
Near East and North Africa	5.50	19.2
Technical Advisory Division	0.60	2.0
<b>Total</b>	<b>28.70</b>	<b>100.0</b>
<b>Appraisal<sup>1 2</sup></b>		
Africa I	7.00	23.3
Africa II	7.00	23.3
Asia and the Pacific	6.00	20.0
Latin America and the Caribbean	5.00	16.7
Near East and North Africa	5.00	16.7
<b>Total</b>	<b>30.00</b>	<b>100.0</b>
<b>Planned projects<sup>4</sup></b>		
Africa I	7.00	25.0
Africa II	6.00	21.4
Asia and the Pacific	6.00	21.4
Latin America and the Caribbean	4.00	14.3
Near East and North Africa	5.00	17.9
<b>Total</b>	<b>27.00</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> These percentages indicate the numbers of operations rather than financing levels (shown in Table 10A).

<sup>2</sup> The number of operations include projects originating from the pipelines of other international financial institutions; as the related project development costs would be less, the actual number of operations may differ.

<sup>3</sup> Includes partial project development costs due to the impact of activities that may have commenced, but have not been completed, by the end of 2001. Similarly, partial costs for commencement in 2002 may also be incurred.

<sup>4</sup> These percentages indicate numbers of proposed loans rather than financing levels (shown in Annex II).

PROGRAMME MANAGEMENT DEPARTMENT												
LOAN PROGRAMME												
(USD '000 and SDR '000)												
	2000			2001						2002		
	Actual <sup>1</sup>			Originally Approved <sup>2</sup>			Actual <sup>3</sup>			Proposed		
	USD	SDR	%	USD	SDR	%	USD	SDR	%	USD	SDR <sup>4</sup>	% <sup>5</sup>
Africa I	81 812	62 550	20.02	65 480	51 064	17.93	74 239	58 119	18.30	76 518	60 286	18.385
Africa II	73 576	56 700	18.16	74 480	58 083	20.40	100 689	79 062	24.89	76 518	60 286	18.385
Asia and the Pacific	126 729	98 050	31.40	110 420	86 110	30.24	107 348	84 234	26.52	129 064	101 684	31.010
Latin America and the Caribbean	62 852	48 400	15.50	60 640	47 290	16.61	68 855	54 204	17.07	70 879	55 843	17.030
Near East and North Africa	60 162	46 600	14.92	54 090	42 182	14.82	53 513	41 998	13.22	63 221	49 809	15.190
<b>Total</b>	<b>405 131</b>	<b>312 300</b>	<b>100.00</b>	<b>365 110</b>	<b>284 729</b>	<b>100.00</b>	<b>404 644</b>	<b>317 617</b>	<b>100.00</b>	<b>416 200</b>	<b>327 908</b>	<b>100.000</b>

<sup>1</sup> The 2000 Actual is shown in United States dollars at the rate prevailing on the Executive Board approval date.

<sup>2</sup> Reported as per the approval of the Executive Board at SDR 1 = USD 1.28231.

<sup>3</sup> For loans approved at the Seventy-Second and Seventy-Third Sessions of the Executive Board in April and September 2001, respectively, the United States dollar equivalent

is shown at the rate prevailing on the date of Executive Board approval. Loans being presented to the Seventy-Fourth Session in December 2001 have been calculated in SDR equivalent at the rate prevailing on 26 October 2001 of SDR 1 = USD 1.26926.

<sup>4</sup> Calculated using the 26 October 2001 rate of SDR 1 = USD 1.26926 (see Table 3).

<sup>5</sup> These percentages indicate financing proportions rather than actual number of projects as shown in Annex I.



PAYMENTS FOR SUPERVISION AND ADMINISTRATION OF IFAD PROJECTS								
(USD '000)								
	2000	2001				2002		
	Actual Expenditure (at 2 091 ITL/USD) <sup>1</sup>	Approved Numbers	Approved Budget Restated (at 2 160 ITL/USD)	Real Increase/ (Decrease)	Price Increase	Proposed Budget (at 2 160 ITL/USD)	Estimated Number of Projects under Supervision	Number of Projects for which Charges are Projected <sup>2</sup>
African Development Bank	319	5.50	269	(24)	7	252	5.00	5.00
Arab Fund for Economic and Social Development	303	14.50	534	(28)	15	521	13.75	13.75
Asian Development Bank	58	2.00	122	(122)	0	0	7.00	0
Central American Bank for Economic Integration	50	4.00	38	(5)	1	34	3.50	3.50
West African Development Bank	301	11.05	284	(10)	8	282	10.65	10.65
Andean Development Corporation	584	17.25	614	9	19	642	17.50	17.50
Caribbean Development Bank	32	4.25	32	2	1	35	4.50	4.50
United Nations Office for Project Services <sup>3</sup>	5 436	127.42	5 738	210	178	6 126	132.08	132.08
World Bank (including IBRD and IDA) <sup>4</sup>	509	12.40	589	(81)	16	524	30.70	10.70
<b>Subtotal</b>	<b>7 591</b>	<b>198.37</b>	<b>8 220</b>	<b>(49)</b>	<b>245</b>	<b>8 416</b>	<b>224.68</b>	<b>197.68</b>
Test projects for IFAD direct supervision <sup>5</sup>	258	14.70	602	(41)	17	578	13.70	13.70
<b>Total</b>	<b>7 849</b>	<b>213.07</b>	<b>8 822</b>	<b>(90)</b>	<b>262</b>	<b>8 994</b>	<b>238.38</b>	<b>211.38</b>

<sup>1</sup> These are 2000 actual costs, excluding the previous year's accrual adjustments.

<sup>2</sup> Numbers include pro rata apportionment for projects proposed during 2001 and exclude projects that may be approved during 2002. Similarly, pro rata apportionment has been applied for projects that are expected to be extended into 2002 or that are in suspension status. Numbers are also pro-rated when approval of a loan is combined with Belgian Survival Fund resources.

<sup>3</sup> The budgeted average cost for 2002 is based on current best estimated full project equivalent (FPE) equivalents. Some adjustment may be required, depending upon finalization of the work programme which may change FPE equivalents and hence the estimated average cost.

<sup>4</sup> The allocation for 2002 assumes 10.7 projects entrusted to the World Bank (8.7 projects in 1999; 11.2 in 2000; 12.4 in 2001). See extraordinary price increase of USD 199 000 for 2002 (USD 640 000 in 1999; USD 389 000 in 2000; USD 287 000 in 2001), indicated separately in Table 4.

<sup>5</sup> In accordance with Resolution 102/XX adopted by the Governing Council at its Twentieth Session and document EB 97/61/R.12 presented to the Sixty-First Session of the Executive Board.



<b>2002 BUDGET ANALYSIS BY DEPARTMENT</b>						
<b>(USD '000)</b>						
	<b>Total 2002 Proposed Budget</b>	<b>Office of the President</b>	<b>Office of the Vice-President</b>	<b>Programme Management Department</b>	<b>Economic Policy and Resource Strategy Department</b>	<b>Management and Personnel Services Department</b>
<b>Governing body and other official meetings</b>	<b>1 861</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>52</b>	<b>1 809</b>
<b>Staff costs</b>	<b>28 760</b>	<b>3 372</b>	<b>4 187</b>	<b>10 158</b>	<b>2 017</b>	<b>9 026</b>
<b>Programme activities and studies</b>	<b>2 112</b>	<b>1 942</b>	<b>0</b>	<b>123</b>	<b>47</b>	<b>0</b>
<b>Office and general expenses</b>	<b>5 420</b>	<b>77</b>	<b>218</b>	<b>43</b>	<b>335</b>	<b>4 747</b>
<b>Other operational expenses, including corporate strategy, policy and resource mobilization</b>	<b>1 956</b>	<b>500</b>	<b>207</b>	<b>286</b>	<b>507</b>	<b>456</b>
<b>Total<sup>1</sup></b>	<b>40 109</b>	<b>5 891</b>	<b>4 612</b>	<b>10 610</b>	<b>2 958</b>	<b>16 038</b>

<sup>1</sup> Excludes Contingency, one-time costs, extraordinary price increase and consultation figures.

<b>2002 BUDGET ANALYSIS BY DEPARTMENT OFFICE OF THE PRESIDENT (OP)</b>					
<b>(USD '000)</b>					
	<b>Total OP</b>	<b>Office of the President</b>	<b>Office of Internal Audit</b>	<b>Office of Evaluation and Studies</b>	<b>Office of the General Counsel</b>
<b>Staff costs</b>	<b>3 372</b>	<b>844</b>	<b>358</b>	<b>1 242</b>	<b>928</b>
Regular and fixed-term staff	3 104	829	337	1 193	745
Temporary staff	234	0	21	40	173
Overtime	34	15	0	9	10
<b>Programme activities and studies</b>	<b>1 942</b>	<b>0</b>	<b>26</b>	<b>1 916</b>	<b>0</b>
Project audits and related costs	26	0	26	0	0
Evaluation and studies	1 916	0	0	1 916	0
<b>Office and general expenses</b>	<b>77</b>	<b>16</b>	<b>55</b>	<b>0</b>	<b>6</b>
Professional services	54	0	54	0	0
Miscellaneous <sup>1</sup>	23	16	1	0	6
<b>Other operational expenses, including corporate strategy, policy and resource mobilization</b>	<b>500</b>	<b>99</b>	<b>44</b>	<b>289</b>	<b>68</b>
Duty travel	431	99	44	220	68
Special studies	69	0	0	69	0
<b>Total</b>	<b>5 891</b>	<b>959</b>	<b>483</b>	<b>3 447</b>	<b>1 002</b>

<sup>1</sup> Includes 'Hospitality' and 'Other' to be sub-allocated to OP divisions during 2002.



<b>2002 BUDGET ANALYSIS BY DEPARTMENT OFFICE OF THE VICE-PRESIDENT (VP)</b>				
<b>(USD '000)</b>				
	<b>Total VP</b>	<b>Office of the Vice-President</b>	<b>Controller's Office</b>	<b>Treasury</b>
<b>Staff costs</b>	<b>4 187</b>	<b>334</b>	<b>2 846</b>	<b>1 007</b>
Regular and fixed-term staff	3 753	299	2 514	940
Temporary staff	393	29	304	60
Overtime	41	6	28	7
<b>Office and general expenses</b>	<b>218</b>	<b>3</b>	<b>91</b>	<b>124</b>
Professional services	205	0	88	117
Miscellaneous	13	3	3	7
<b>Other operational expenses, including corporate strategy, policy and resource mobilization</b>	<b>207</b>	<b>21</b>	<b>122</b>	<b>64</b>
Duty travel	207	21	122	64
<b>Total</b>	<b>4 612</b>	<b>358</b>	<b>3 059</b>	<b>1 195</b>



**2002 BUDGET ANALYSIS BY DEPARTMENT  
PROGRAMME AND MANAGEMENT DEPARTMENT (PD)**

(USD '000)

	<b>Total PD</b>	<b>Office of the Assistant President</b>	<b>Africa I Division</b>	<b>Africa II Division</b>	<b>Asia and the Pacific Division</b>	<b>Latin America and the Caribbean Division</b>	<b>Near East and North Africa Division</b>	<b>Technical Advisory Division</b>
<b>Staff costs</b>	<b>10 158</b>	<b>921</b>	<b>1 833</b>	<b>1 637</b>	<b>1 596</b>	<b>1 442</b>	<b>1 368</b>	<b>1 361</b>
Regular and fixed-term staff	10 013	896	1 815	1 627	1 574	1 427	1 331	1 343
Temporary staff	92	18	13	5	17	5	23	11
Overtime	53	7	5	5	5	10	14	7
<b>Programme activities and studies</b>	<b>123</b>	<b>123</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Strategy and related costs	21	21	0	0	0	0	0	0
Knowledge management	102	102	0	0	0	0	0	0
<b>Office and general expenses</b>	<b>43</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>25</b>	<b>2</b>
Professional services	20	0	0	0	0	0	20	0
Miscellaneous	23	6	2	2	3	3	5	2
<b>Other operational expenses, including corporate strategy, policy and resource mobilization</b>	<b>286</b>	<b>61</b>	<b>21</b>	<b>26</b>	<b>45</b>	<b>24</b>	<b>34</b>	<b>75</b>
Duty travel	253	61	21	26	40	24	34	47
Publications	5	0	0	0	5	0	0	0
Contributions to United Nations and other committees	28	0	0	0	0	0	0	28
<b>Total</b>	<b>10 610</b>	<b>1 111</b>	<b>1 856</b>	<b>1 665</b>	<b>1 644</b>	<b>1 469</b>	<b>1 427</b>	<b>1 438</b>



<b>2002 BUDGET ANALYSIS BY DEPARTMENT</b>	
<b>ECONOMIC POLICY AND RESOURCE STRATEGY DEPARTMENT (ED)</b>	
<b>(USD '000)</b>	
	<b>Total ED</b>
<b>Governing body and other official meetings</b>	<b>52</b>
Governing Council	52
<b>Staff costs</b>	<b>2 017</b>
Regular and fixed-term staff	1 870
Temporary staff	126
Overtime	21
<b>Programme activities and studies</b>	<b>47</b>
Strategy and related costs	47
<b>Office and general expenses</b>	<b>335</b>
Miscellaneous	335
<b>Other operational expenses, including corporate strategy, policy and resource mobilization</b>	<b>507</b>
Duty travel <sup>1</sup>	235
Special studies	40
Media, communication and networking	203
Contributions to United Nations and other committees	29
<b>Total</b>	<b>2 958</b>

<sup>1</sup> Includes USD 50 000 for non-project related travel for all departments.

**2002 BUDGET ANALYSIS BY DEPARTMENT**  
**MANAGEMENT AND PERSONNEL SERVICES DEPARTMENT (MD)**

(USD '000)

	<b>Total MD</b>	<b>Office of the Assistant President</b>	<b>Administrative and Protocol Services Division</b>	<b>Headquarters Expenses</b>	<b>Office of the Secretary</b>	<b>Management Information Systems</b>	<b>Personnel Division</b>
<b>Governing body and other official meetings</b>	<b>1 809</b>	<b>0</b>	<b>303</b>	<b>0</b>	<b>1 489</b>	<b>17</b>	<b>0</b>
Governing Council	535	0	243	0	280	12	0
Executive Board and subcommittees	1 274	0	60	0	1 209	5	0
<b>Staff costs</b>	<b>9 026</b>	<b>259</b>	<b>1 744</b>	<b>0</b>	<b>2 728</b>	<b>1 656</b>	<b>2 639</b>
Regular and fixed-term staff <sup>1</sup>	7 774	253	1 649	0	2 450	1 644	1 778
Relocation and recruitment <sup>2</sup>	234	0	0	0	0	0	234
Temporary staff <sup>3</sup>	492	3	33	0	267		189
Overtime	99	3	62	0	11	12	11
Training <sup>2</sup>	427	0	0	0	0	0	427
<b>Office and general expenses</b>	<b>4 747</b>	<b>6</b>	<b>101</b>	<b>4 164</b>	<b>80</b>	<b>389</b>	<b>7</b>
Headquarter expenses	4 169	0	0	4 164	0	0	5
Professional services	485	0	98	0	0	387	0
Miscellaneous	93	6	3	0	80	2	2
<b>Other operational expenses, including corporate strategy, policy and resource mobilization</b>	<b>456</b>	<b>10</b>	<b>56</b>	<b>0</b>	<b>291</b>	<b>16</b>	<b>83</b>
Duty travel	91	10	7	0	41	16	17
Annual report	84	0	15	0	69	0	0
Publications	175	0	34	0	141	0	0
Contributions to United Nations and other committees	66	0	0	0	0	0	66
Participation and hosting of meetings	40	0	0	0	40	0	0
<b>Total</b>	<b>16 038</b>	<b>275</b>	<b>2 204</b>	<b>4 164</b>	<b>4 588</b>	<b>2 078</b>	<b>2 729</b>

<sup>1</sup> Figures indicated under Personnel Division cover allocations for all departments for after-service medical coverage (USD 720 000), merit pay scheme (USD 32 000) and FAO medical charges (USD 70 000).

<sup>2</sup> Figures indicated under Personnel Division cover allocations for all departments.

<sup>3</sup> Figures indicated under Personnel Division cover allocations of USD 19 000 for appeals and of USD 85 000 for maternity leave for all departments.